



**Evaluation à mi-parcours  
de la coopération en  
cours avec l'Université  
du Burundi**

## Abréviations

APF	Assistant de programme flamand
CF	Coordonnateur flamand
CG	Cellule de gestion
CGF	Cellule de gestion flamande
CGL	Cellule de gestion locale
CL	Coordonnateur local
CPC	Comité de pilotage commun
CPF	Comité de pilotage flamand
CPL	Comité de pilotage local
CUI	Coopération Universitaire Institutionnelle
GL	Gestionnaire local
ICOS	Coordonnateur institutionnel pour la coopération au développement
ME	Mission d'évaluation (ME)
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
RdP	Responsable de projet
RdPL	Responsable de projet local
RdPF	Responsable de projet flamand
SADeR	Sécurité Alimentaire pour le Développement Rural durable
UB	Université de Burundi

## Contexte et clause d'exclusion de responsabilité

Le programme VLIR-UOS pour la Coopération Universitaire Institutionnelle (CUI), qui a débuté en 1997, est un programme de coopération interuniversitaire des universités flamandes. Basé sur un système de financement du programme fourni par le gouvernement belge, le programme s'adresse à un nombre limité d'universités partenaires soigneusement sélectionnés dans le Sud. Chaque partenariat, qui couvre aujourd'hui une période maximale de dix ans, se compose d'un ensemble cohérent d'interventions axées sur le développement de l'enseignement, la recherche et le service à la société de l'université partenaire, ainsi que sa gestion institutionnelle.

Tous les trois à cinq ans, la coopération avec un partenaire est évaluée. Tous les programmes de coopération en cours sont évalués par une commission d'évaluation indépendante externe. Les visites dans les pays de ces commissions, généralement composées d'un expert international et local, sont précédées d'un vaste processus d'auto-évaluation. Toutes les commissions d'évaluation ont produit un rapport d'évaluation qui, en principe, est censé être autonome, c'est à dire contenant des informations factuelles essentielles, ainsi que des conclusions et recommandations.

Ce rapport présente les points de vue des membres de la commission qui a évalué le Programme CUI avec l'Université du Burundi, il ne présente pas nécessairement les opinions du VLIR-UOS. La commission d'évaluation est seul responsable pour le rapport en termes de son contenu, ainsi que de sa structure.

# Table des matières

<b>Abréviations</b>	<b>2</b>
<b>Contexte et clause d'exclusion de responsabilité</b>	<b>2</b>
<b>Résumé</b>	<b>5</b>
<b>1 Introduction</b>	<b>9</b>
<b>2 Contexte</b>	<b>11</b>
2.1 <i>Burundi</i>	11
2.2 <i>Université du Burundi</i>	13
2.3 <i>Le programme partenaire CUI</i>	15
2.3.1 Programme global	15
2.3.2 Caractéristiques des programmes de partenariat	15
2.3.3 Partenariat VLIR-UOS / Université du Burundi	15
<b>3 Résultats de l'évaluation</b>	<b>21</b>
3.1 <i>Performance des projets individuels</i>	21
3.1.1 Project 1: Appui à l'enseignement et à la recherche en sciences de base	21
3.1.2 Project 2: Santé communautaire rurale	24
3.1.3 Project 3: Sécurité Alimentaire pour le Développement Rural dans les provinces du Nord du Burundi (SADeR)	26
3.1.4 Project 4: Appui au renforcement des capacités de formation et de recherche de la Faculté de Droit et du CERFOPAX de l'Université du Burundi	29
3.1.5 Projet 5 : les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) et la Bibliothèque	31
3.2 <i>Analyse par Key Result Areas (KRA) – Domaines de résultats-clés</i>	34
3.2.1 KRA 1 Recherche	34
3.2.2 KRA 2 Education	35
3.2.3 KRA 3 Extension	36
3.2.4 KRA 4 Gestion	36
3.2.5 KRA 5 Développement des Ressources Humaines.	36
3.2.6 KRA 6 Infrastructures	37
3.2.7 KRA 7 Mobilisation des ressources	38
3.3 <i>Analyse du programme et de sa gestion</i>	39
3.3.1 La conception du programme	39
3.3.2 La mise en œuvre du programme	40
3.3.3 La nature du programme	41
3.3.4 La gestion du programme	43
<b>4 Recommandations</b>	<b>45</b>
4.1 <i>Recommandations au niveau des projets et du programme</i>	45
4.2 <i>Recommandations pour VLIR-UOS et Phase II</i>	48

<b>Annexe 0: Liste des personnes rencontrées</b>	<b>49</b>
<b>Annexe 1: Analyse Cadre Logique Projet 1 : Appui aux Sciences</b>	<b>51</b>
<b>Annexe 2: Analyse Cadre Logique Projet 2 : Santé Public Rural</b>	<b>56</b>
<b>Annexe 3: Analyse Cadre Logique Projet 3 : Sécurité alimentaire pour un développement rural durable dans le Nord du Burundi</b>	<b>63</b>
<b>Annexe 4: Analyse Cadre Logique Projet 4 : Droits Humains</b>	<b>69</b>
<b>Annexe 5: Analyse Cadre Logique Projet 5 : NTIC et Bibliothèque</b>	<b>76</b>



# Résumé

Les Termes de Référence demandent à la mission d'évaluation (ME) de réaliser une évaluation à mi-parcours du Programme de partenariat de Coopération Universitaire Institutionnelle (CUI) avec l'Université du Burundi avec pour objectif de générer des conclusions devant permettre à VLIR-UOS:

1. de prendre une décision en ce qui concerne la formulation d'une seconde phase de la collaboration;
2. de formuler des recommandations à toutes les parties prenantes en ce qui concerne le contenu et la gestion du programme, y compris le cadre de la politique générale et
3. d'identifier d'autres interventions possibles pour un futur programme (lieu, orientation, collaborateurs, etc.).

Pour la réalisation de cette tâche la ME a analysé les documents du programme, a interviewé le staff de VLIR-UOS, le Coordinateur du Programme et les leaders des Projets Flamands à Bruxelles et pendant la mission au Burundi les personnes clé de la direction de l'Université de Burundi, le Coordinateur et le gestionnaire du Programme ainsi que les leaders des Projets burundais.

Le programme a pour objectif académique globale le «renforcement de la qualité de la formation et l'accroissement des ressources humaines qualifiées notamment dans les domaines prioritaires retenus par l'Université du Burundi» et son objectif de développement est de « contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population à travers la disponibilisation de cadres bien formés et une recherche de qualité adaptée aux besoins de la société burundaise ».

Le programme prévoit de contribuer à la réalisation de ces objectifs à travers 5 projets spécifiques. Chacun d'entre eux étant incorporé dans une faculté. Le programme est mis en œuvre conjointement par du personnel de l'université du Burundi et le personnel enseignant de différentes universités flamandes.

Le programme a été conçu à travers cinq projets:

Projet 1 : Appui à l'enseignement et à la recherche en sciences de base et pharmacie;

Projet 2 : Santé communautaire rurale;

Projet 3 : Sécurité alimentaire pour le développement rural durable (SADeR) dans les provinces du Nord

Projet 4 : Appui au renforcement des capacités de formation et de recherche de la Faculté de Droit et du CERFOPAX de l'Université du Burundi;

Projet 5 : Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) et la Bibliothèque

## **Evaluation au niveau des projets**

### *Projet 1*

Le défi pour améliorer le niveau de l'enseignement et de la recherche à la Faculté des Sciences reste énorme. Bien que le projet ait réalisé quelques résultats, l'évaluation globale faite est que la conception du projet a été faible avec une harmonisation insuffisante des activités et un manque de clarté et de focus. On risque de perdre une opportunité intéressante/importante en voulant faire beaucoup avec peu de ressources. On recommande d'adapter l'approche du projet ou bien en limitant le nombre de départements participants ou bien en échelonnant les interventions dans les différents départements

### *Projet 2*

La conception du projet Santé Communautaire Rurale est bien faite avec un renforcement des capacités à travers une recherche pertinente, bien implanté dans les districts pilotes et avec des résultats multipliables. Le projet est dynamique, collabore avec autres institutions et a montré une capacité de mobiliser des fonds et a réalisé des publications. L'incertitude réside dans la situation de bourses pour deux assistants. L'obtention de bourses d'étude est cruciale pour atteindre les objectifs.

### *Projet 3*

Après un démarrage trop ambitieux, l'équipe a réorienté le focus du projet de l'expérimentation à l'observation, la collecte d'informations et de données devenant la base du projet. Ce projet fournira une base solide pour une recherche pertinente avec le potentiel de contribuer à une amélioration de la sécurité alimentaire au Burundi. L'approche du projet facilite l'inclusion d'étudiants et la collaboration avec d'autres projets. Le projet est bien intégré dans l'environnement paysan et collabore avec les institutions régionales d'agriculture et d'élevage, ce qui facilite l'accès au groupe cible de la recherche et renforce le potentiel de la mise en œuvre des résultats des recherches. Après un démarrage lent, le projet a atteint un rythme satisfaisant et beaucoup d'initiatives ont été réalisées. La lente contractualisation de l'assistant a causé des retards et risque d'en causer plus.

### *Projet 4*

Avec son appui à des cours obligatoires et à l'introduction du système LMD, le projet joue un rôle important pour la continuité de la faculté de droit. Les formations des doctorants en cours créent la capacité future de la faculté et les colloques organisés peuvent contribuer au démarrage d'un programme de recherche dans la faculté. Néanmoins, on constate que la dynamique interne du projet est faible et que quelques activités prévues, qui pourraient contribuer à une telle dynamique, comme le développement d'un projet de recherche fondamentale et appliquée dans des domaines liés à l'état de droit et des initiatives pour établir des cliniques juridiques en promotion de l'aide légale, n'ont pas encore été initiées. Il est aussi nécessaire de donner une grande attention à une plus grande intégration/participation de Cerfopax dans le projet.

### *Projet 5*

Le projet a considérablement augmenté l'ampleur et la capacité du réseau TIC, les systèmes pour le renforcement de l'enseignement sont en place et les enseignants sont formés pour leur utilisation et l'amélioration de l'accès à la documentation est en cours. Le projet a bien collaboré avec d'autres initiatives qui étaient en cours. Cependant, l'utilisation des moyens est encore au stade embryonnaire (enseignement, accès aux bases de données) à cause de la nécessité des utilisateurs de s'approprier des nouvelles technologies. On peut dire en général qu'un bon pas vers le désenclavement numérique (surtout en ce qui concerne l'internet) et la documentation a été réalisé et que les objectifs ont été atteints. Comme la ME a entendu qu'il y a des utilisateurs qui ne sont pas tout à fait contents, il est recommandé d'enquêter sur les utilisateurs pour voir dans quelle mesure les problèmes sont réels et voir comment on pourrait améliorer les services.

## **Evaluation des domaines de résultats-clé au niveau du programme**

### *Recherche*

La recherche est le focus des projets P2 et P3, mais en dépit de la courte durée des projets jusqu'à maintenant, tous les projets, à l'exception de P1, ont des publications de caractère divers. Surtout P2 a été le plus productif avec 5 articles dans des journaux internationaux et nationaux. P3 n'a pas encore publié des articles, mais a été assez actif avec des produits liés aux conférences. On peut attendre que P2 et P3 aient un programme de recherche mûr à plus long terme. Pour P4, on a débuté avec les colloques, mais le programme de recherche doit se matérialiser encore. P5 a eu son focus sur la création de l'infrastructure TIC et doit encore changer son focus sur la recherche.

### *Education*

L'éducation n'est pas au centre de l'attention du programme. Des 5 projets, les projets P4 et P5 ont donné le plus d'attention à l'éducation, P4 avec l'appui actif à l'introduction du système LMD dans la faculté de droit et avec la réalisation de cours obligatoires. P5 a organisé deux formations avec des professeurs flamands et adapté le programme LMD pour la formation des ingénieurs en TIC en fonction des besoins des entreprises et de la société.

### *Extension*

Le stade précoce des programmes de recherche ne permet pas encore une grande activité au niveau de l'extension. P3, P4 et P5 ont développé quelques modules de formation. Il y a tout de même des plans intéressants pour des activités d'extension dans le futur qui varient des manuels didactiques pour l'enseignement secondaire (P1) à l'installation de champs -écoles (P3).

### *Développement des ressources humaines*

Au cours de cette phase, un total de 8 personnes auront leur PhD ou seront en train de l'obtenir et 4 personnes seront occupées avec la maîtrise. La ME a compris que la politique belge a changé et vise surtout le renforcement des organisations sur place plutôt que les individus, politique qui a des implications importantes pour les potentiels boursiers.

## **Analyse du programme et de sa gestion**

### *La conception du programme*

Le processus de formulation a été bien mené et les partenaires ont eu l'occasion d'élaborer ensemble le programme et les projets en appliquant le cadre logique comme outil de formulation. Cependant il a été nécessaire, dans quelques cas, d'adapter le structure du projet. Bien que VLIR ait été flexible et ait donné toute espace pour les adaptations, la ME propose que VLIR considère, pour les nouveaux programmes et projets, d'inclure une phase pilote de 3 ou 6 mois par exemple, dans laquelle les partenaires ont la possibilité de mieux connaître et maîtriser le contexte et d'améliorer la conception du projet. A la fin de cette période on adapte le cadre logique pour le rendre définitif. On a aussi constaté que la maîtrise de l'application du cadre logique des différentes équipes est variable et qu'une formation additionnelle est nécessaire pour profiter au maximum de cet instrument utile. En ce qui concerne la cohérence du programme, la ME a constaté qu'il serait utile de faire un effort conjoint avec toutes les équipes pour identifier de synergies possibles à créer.

### *La mise en œuvre du programme*

La mise en œuvre du programme a été souple en général. Le programme est bien intégré dans les entités de l'UB, il y a une bonne collaboration entre les partenaires burundais et flamands et la partie

burundaise s'approprié du programme. Les facteurs les plus importants dans les retards dans la mise en œuvre sont les retards dans la disponibilité des fonds par VLIR et les processus lents pour les engagements, par l'UB, des candidats pour les postes d'assistants de recherche ou d'enseignement.

#### *La nature du programme*

La qualité des designs (montages) des projets est variable. P1 et P4 nécessitent certaines réflexions sur les possibilités d'amélioration afin d'améliorer le potentiel d'efficacité et impact. Le programme relie l'UB à des institutions et personnes qui sont renommées dans les différentes disciplines couvertes par le programme, ce qui est un indicateur pour bonne qualité.

L'efficacité prévue et l'efficience, du programme sont bonnes en général. Les meilleures conditions de travail amenées par le programme pour les activités de recherche ainsi que l'amélioration considérable des barèmes de l'UB sont des facteurs positifs pour la stabilité du staff impliqué. Avec la capacité économique limitée du Burundi et par conséquent les faibles budgets de l'UB, la durabilité des investissements n'est pas évidente.

#### *La gestion du programme*

Après une période d'accoutumance aux procédures et aux règles du programme, les responsables accomplissent leurs tâches de façon adéquate, collaborent bien avec leurs partenaires et sont en train de s'améliorer. Le manuel des procédures de gestion est un bon guide et il est bien appliqué. Le principal problème en ce qui concerne la gestion est constitué par les retards dans l'exécution des budgets, retards qui se développent principalement en dehors de l'influence des responsables du programme et des projets et qui sont liés aux retards dans les recrutements des assistants, les difficultés et l'incertitude sur le financement des Masters et PhD ainsi que les retards dans le déblocage des fonds à fournir par VLIR. Pendant l'année 1, le montant total qui n'a pas été dispensé est de € 55.056, soit presque 20% du budget disponible.



# 1 Introduction

L'évaluation à mi-parcours du Programme de partenariat IUC avec l'Université du Burundi a été commandée par le VLIR-UOS et réalisée, sur la période Avril – Mai 2013, par une mission d'évaluation (ME) composée de M. Ben van Baren, consultant international et M. Frédéric Ntagunama, consultant national.

## Termes de référence

Les termes de référence indiquent que l'évaluation à mi-parcours a pour objectif de générer des conclusions devant permettre à VLIR-UOS:

1. de prendre une décision en ce qui concerne la formulation d'une seconde phase de la collaboration;
2. de formuler des recommandations à toutes les parties prenantes en ce qui concerne le contenu et la gestion du programme, y compris le cadre de la politique générale et
3. d'identifier d'autres interventions possibles pour un futur programme (lieu, orientation, collaborateurs, etc.).

La ME devait rédiger un rapport et des recommandations sur:

- a. La mise en œuvre actuelle du programme
  - ✓ Evaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme, aussi bien au niveau programme qu'au niveau des projets;
  - ✓ Evaluer si les activités par projet ont abouti aux résultats intermédiaires et ainsi aux objectifs assignés compte tenu des délais et des moyens prévus par le cadre logique;
- b. La nature du programme
  - ✓ Evaluer la qualité, l'efficacité, l'impact, la pertinence de développement et la durabilité du programme en marge de l'objectif global du programme CUI, à savoir le renforcement de capacité institutionnelle de l'université locale ;
- c. La position du programme CUI par rapport aux activités de coopération internationale de l'université partenaire (bench marking)
  - ✓ Evaluer la valeur ajoutée du programme CUI pour l'université partenaire, en comparaison à d'autres programmes de coopération soutenus par d'autres donateurs
- d. La coopération entre toutes parties impliquées, et formuler, si nécessaire, des recommandations pour une amélioration.

## Méthodologie de l'évaluation et de la procédure

Dans un premier temps le secrétariat du VLIR-UOS a fait un exposé liminaire sur le Programme au consultant international. Cela a été suivi par une analyse par la ME des documents fournis par le VLIR-UOS et la préparation du cadre d'évaluation des questionnaires. Les documents qui ont été analysés comprenaient le rapport de la mission de programmation, le document du programme initial, y compris les documents de projet pour les projets individuels, les plans d'activités annuels et les rapports jusqu'en 2012 (y compris le programme et les cadres logiques de projet et les rapports financiers sommaires), les procès-verbaux des réunions en Flandre du comité de pilotage flamand

(CPF) et des réunions du Comité de pilotage commun (CPC) mixte ainsi que les rapports d'auto-évaluation élaborés par les différents projets. Le chef de l'équipe d'évaluation a rencontré le personnel de VLIR-UOS, les coordonnateurs flamands et les chefs de projet à Bruxelles et la ME a interviewé les personnes clés de la gestion à l'UB, le coordonnateur local (CL), le gestionnaire local (GL) et les responsables de projet local (RdPL). Les résultats préliminaires ont été présentés et discutés lors d'une réunion de restitution à Bujumbura. Voir l'annexe 0 de la liste des personnes rencontrées.

### **Contenu du rapport**

Le chapitre 2 du rapport fournit des informations de fond i) sur le Burundi en général ii) sur l'Université du Burundi et le système de l'enseignement supérieur et iii) sur le Programme de partenariat VLIR-UOS en général et le Programme de partenariat avec l'Université du Burundi en particulier. Le chapitre 3 présente les résultats de l'évaluation des projets individuels et la performance du programme dans son ensemble. Le chapitre 4 donne enfin les recommandations.

Les consultants tiennent à exprimer leur reconnaissance à toutes les différentes personnes rencontrées pour l'accueil chaleureux et la disponibilité qu'elles ont montré pour fournir les informations demandées et discuter des problèmes qui leur ont été soumis.

## 2 Contexte

### 2.1 Burundi

Enclavé au cœur de l'Afrique, le Burundi a une superficie de 27834 km<sup>2</sup>. Avec en 2008 une population estimée à près de 8.7 millions d'habitants (312 au km<sup>2</sup>), c'est un des pays les plus densément peuplés d'Afrique. Entre 2004 et 2015, la population des jeunes de 7 à 12 ans devrait globalement s'accroître d'environ 30%, pour passer de 1,3 millions en 2000 à 1,7 millions en 2015. Les défis pour l'enseignement sont ainsi énormes.

Depuis son indépendance en 1962, le Burundi a connu des crises politico-ethniques cycliques, les unes plus violentes que les autres. Ces crises ont entraîné des conséquences directes et indirectes difficiles à évaluer, mais qui s'apprécient en termes de centaines de milliers de morts, de déplacés internes et de réfugiés, de désorganisation de l'appareil administratif et productif et de plongée dans la pauvreté. Elles ont aussi eu pour effets une profonde déchirure du tissu social ainsi que la production d'un Etat fortement dysfonctionnel.

Au cours de ces 10 dernières années, l'évolution politique du Burundi a été marquée par des négociations inter-burundais qui se sont déroulées à Arusha en Tanzanie et par leurs conclusions qui ont abouti à un accord de paix global en Août 2000.

Après deux gouvernements de transition et la signature des accords de cessez le feu, le Burundi a franchi une étape historique en 2005, avec l'adoption d'une nouvelle constitution, l'organisation d'élections libres et transparentes qui ont abouti à l'élection d'un nouveau Président de la République, à la mise en place d'un gouvernement, aux élections des membres du parlement, des conseils communaux et des conseils des collines. Le même processus électoral s'est répété en 2010, mais les résultats n'ont pas été unanimement reconnus et une partie des partis politiques s'est constitué en une coalition qui a très rapidement contesté les élections. Il s'en est suivi un climat politique malsain qui perdure même jusqu'aujourd'hui.

Entretemps, les changements politiques intervenus ont été également marqués par une forte représentation des femmes dans les instances de prise de décision, y compris dans les secteurs jadis exclusivement réservés aux hommes.

Les affrontements armés ont sensiblement diminué, mais le mauvais climat politique dû à la contestation des dernières élections constitue une source d'inquiétude pour la stabilité du pays.

Heureusement, sous la houlette du Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB), tous les partis politiques se sont dernièrement assis sur une même table pour établir ensemble, une feuille de route sensée les amener paisiblement vers les élections de 2015.

Le processus de démobilisation, réinsertion et réintégration des ex-combattants et des membres des anciennes forces armées s'est déroulée normalement avec le concours du Programme Multi-pays de Démobilisation et Réintégration (PMDR). Celui-ci est clôturé depuis longtemps. Le processus d'intégration des combattants des différents Partis et Mouvements Politiques Armés, des membres des anciennes forces armées et de l'ancienne police a donné lieu à une profonde restructuration des corps de défense et de sécurité du pays. Le gouvernement s'attèle actuellement à la professionnalisation de ces corps afin qu'ils puissent devenir les garants de la sécurité de l'Etat et de tous les citoyens.

Actuellement, la paix règne dans le pays et le degré de sécurité a déjà permis la reprise des activités socio-économiques à la fois au niveau local que national. Toutefois, l'inquiétude et le scepticisme sont encore répandus devant le manque d'opportunités économiques en dépit de la perspective de la paix durable. L'un des grands obstacles à la paix qui a été souvent évoqué est le grave état de pauvreté et de manque d'instruction, justificatifs au grave état de pauvreté.

## 2.2 Université du Burundi

Créée en 1964, l'Université du Burundi est l'unique université publique, et compte actuellement près de 11000 étudiants répartis dans 13 facultés et instituts (8 Facultés et 5 Instituts). C'est la plus importante institution publique de l'enseignement supérieur du Burundi en termes d'effectifs des étudiants inscrits, des personnels et des filières d'enseignement. Elle assure une formation d'excellence basée sur un enseignement de qualité, et se veut être une université de référence dans la sous région et voir même dans toute l'Afrique.

L'Université du Burundi se prépare à entrer dans le système de Bologne (3-5-8) dès la rentrée académique 2011-2012. Elle fait partie du réseau interuniversitaire des Pays des Grands Lacs et du réseau interuniversitaire des pays de l'EAC (East African Community).

L'Université du Burundi évolue dans son organisation sous la tutelle du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

La vision ultime de l'Université du Burundi est d'assurer une formation d'Excellence basée sur un enseignement de qualité et la recherche pour un développement socio-économique durable.

Ses missions sont:

- Former au plus haut niveau des cadres compétents capables de tracer des orientations pour le développement socio-économique du pays;
- Assurer la formation des formateurs dans divers domaines de la vie nationale;
- Promouvoir la recherche scientifique (fondamentale et appliquée).

Ses défis:

- L'insuffisance du personnel enseignant dans presque tous les domaines, plus particulièrement dans les domaines des sciences et technologie (recherche faible) ;
- L'insuffisance du matériel didactique et de laboratoire ;
- L'encadrement des étudiants (effectif dépassant les capacités d'accueil)
- La modernisation de la gestion des flux d'étudiants (réseaux d'Internet, etc.) ;
- L'accès aux NTIC et à la formation du personnel à ces technologies.

Ses perspectives sont:

- Collaboration sud-sud:
  - L'intégration (adaptation) dans le Conseil Interuniversitaire de l'Afrique de l'Est (IUCEA) dans le but d'harmonisation des enseignements à l'image du système de Bologne;
  - L'intégration (adaptation) dans le Réseau Interuniversitaire des pays de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) qui vient d'être récemment créé (Rencontre des Recteurs en Janvier 2010);
- La Coopération Nord-Sud:
  - Renforcement de la coopération bilatérale et multilatérale.

Depuis 1993, la crise qui a secoué tous les secteurs socio-économiques n'a pas épargné l'université du Burundi. Plusieurs étudiants ont abandonné les cours, certains pour se réfugier à l'étranger,



d'autres pour regagner la rébellion naissante. Les professeurs ont également fui vers l'étranger à la recherche d'un mieux-être. En effet, les conditions de travail ainsi que les barèmes salariaux étaient tellement bas que la plupart des enseignants sont allés chercher du travail au Rwanda voisin qui offrait de meilleures conditions de travail et salariale.

Actuellement, des efforts ont été consentis pour stabiliser le personnel, surtout en ce qui concerne les conditions salariales et on assiste maintenant au retour des enseignants qui étaient partis au Rwanda et même ailleurs. Le mouvement s'observe aussi pour ceux qui étaient restés en Europe après leur formation.

Cette nouvelle situation augure des lendemains meilleurs pour l'UB et nécessite des soutiens multiformes pour améliorer la qualité d'encadrement des futures élites du pays.

## **2.3 Le programme partenaire CUI**

### **2.3.1 Programme global**

Le programme de coopération interuniversitaire (IUC) qui est financé par la Direction générale Coopération au Développement de L'Etat belge et qui est géré par le Conseil interuniversitaire flamand - Coopération universitaire pour le développement (VLIR-UOS). L'objectif global du programme IUC est de «responsabiliser l'université locale en tant qu'institution de mieux remplir son rôle en tant qu'acteur du développement dans la société». La réalisation de cet objectif est efforcé par la mise en œuvre des programmes de partenariat entre les universités flamandes et 19 universités sélectionnées avec soin dans le Sud, 5 en Amérique latine, 13 en Afrique et 1 en Asie. Chaque partenariat est constitué d'un ensemble cohérent d'interventions axées sur le développement de la capacité d'enseignement et de recherche de l'université et au renforcement de son fonctionnement organisationnel.

### **2.3.2 Caractéristiques des programmes de partenariat**

Les caractéristiques de base des programmes de partenariat sont les suivants:

- Dispositions pour la coopération à long terme couvrant une période d'au moins 10 ans afin de créer de réelles opportunités pour le développement d'initiatives réussies et durables;
- Initiatives visant à répondre aux besoins et aux priorités des universités partenaires dans le Sud et de s'insérer dans leur politique locale et l'environnement stratégique;
- Lutter pour la propriété du partenaire sud à travers toutes les étapes du programme, de l'identification à travers la formulation à la mise en œuvre des activités programmées;
- La concentration des efforts sur un nombre limité d'institutions partenaires ainsi choisis, afin de créer des synergies entre les différents projets au sein du programme, afin d'améliorer l'efficacité dans la gestion du programme et d'élargir l'impact de l'intervention sur l'institution partenaire;
- Attention à la coordination des donateurs en vue d'éviter les doubles emplois et d'améliorer l'efficacité.

Le budget moyen par université partenaire est 1.250.000 € pour la première phase de 3 ans.

### **2.3.3 Partenariat VLIR-UOS / Université du Burundi**

En 2009, le VLIR-UOS a décidé de mettre sur pied une coopération institutionnelle avec le Burundi dans le contexte de sa stratégie de pays. La décision a été prise de développer une coopération universitaire institutionnelle avec l'Université du Burundi (UB), ciblée sur les stratégies nationales de réduction de la pauvreté, en s'alignant sur les actions de la CUD.

Rapidement, il s'est avéré que les besoins dans le cadre de la coopération universitaire sont tels que le VLIR-UOS pouvait aisément créer son propre programme avec ses propres accents. C'est pourquoi l'articulation avec le programme de la CUD consistera à définir des domaines de complémentarité, sans pour autant exclure les synergies lors de l'élaboration d'un programme de CUI par le VLIR. Il est certain que des activités transversales en NTIC, gouvernance ou écoles doctorales devront être élaborées en étroite collaboration. Outre une intervention coordonnée avec la CUD dans les NTIC, quatre domaines ont été retenus :

- (1) sciences de base,
- (2) médecine,
- (3) état de droit et
- (4) développement rural.

Ainsi un programme partenaire de trois ans a été mis en place en avril 2010 contenant 5 projets thématiques :

1. Appui à l'enseignement et à la recherche en sciences de base et pharmacie
2. Santé communautaire rurale
3. Sécurité alimentaire pour le développement rural durable dans les provinces du nord du Burundi.
4. Promotion d'un état de droit au Burundi – appui au renforcement des capacités de formation et de recherche de la faculté de droit et du CERFOPAX de l'Université du Burundi
5. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication et la bibliothèque.

Ce programme est renouvelable jusqu'à une durée totale de 12 ans, en fonction des résultats intermédiaires obtenus. Initialement, la première phase de ce programme de CUI (2010-2013) représente un budget de 1,26 million EUR.

### **Programme mis en place**

VLIR-UOS est responsable de la programmation, le suivi et l'évaluation du programme dans son ensemble. Il délègue la responsabilité globale de la mise en œuvre du programme de partenariat avec une des universités flamandes- université d'Anvers pour le cas du présent programme. Celle-ci assure la fonction de coordination. La coopération est formalisée dans un accord entre le VLIR-UOS, l'université d'Anvers et l'Université partenaire, l'université du Burundi. L'exécution du programme global est coordonnée par un coordonnateur de programme à la fois au Burundi (UB) et du côté flamand. Les coordinateurs sont pris en charge par une cellule de gestion (CG) du côté burundais et le coordonnateur institutionnel de la coopération pour la coopération au développement (ICOS) de l'Université d'Anvers côté flamand. Chacun des projets séparés, ainsi que la composition du programme de coopération, a un responsable de projet (RdP), tant au Burundi (RdPL) que du côté flamand (RdPF). Le coordonnateur et les RdPs constituent le comité de pilotage et de coordination pour chaque partenaire, la cellule de gestion locale (CGL) au Burundi et la cellule de gestion flamande (CGF) en Flandre. Les deux comités de pilotage se réunissent en réunion du comité de pilotage commun (CPC) organisée annuellement.

### **Contenu de la phase I du Programme et entités participantes**

Le programme a pour objectif académique globale «renforcement de la qualité de la formation et l'accroissement des ressources humaines qualifiées notamment dans les domaines prioritaires retenus par l'Université du Burundi» et son objectif de développement est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population à travers la disponibilisation de cadres bien formés et une recherche de qualité adaptée aux besoins de la société burundaise.

"Le programme prévoit de contribuer à la réalisation de ces objectifs à travers 5 projets spécifiques. Chacun d'entre eux étant incorporé dans une faculté. Le programme est mis en œuvre conjointement par le personnel académique de l'université du Burundi et de différentes universités flamandes. »

Le programme a été conçu à travers cinq projets :

Projet 1 : Appui à l'enseignement et à la recherche en sciences de base et pharmacie;

Projet 2 : Santé communautaire rurale;

Projet 3 : Sécurité alimentaire pour le développement rural durable dans les provinces du Nord (SADeR)

Projet 4 : Appui au renforcement des capacités de formation et de recherche de la Faculté de Droit et du CERFOPAX de l'Université du Burundi;

Projet 5 : Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) et la Bibliothèque

### ***Objectifs et résultats prévus des projets distincts***

#### ***Programme: Renforcement UB***

Le programme vise l'amélioration des capacités de l'Université du Burundi en matière d'enseignement, de recherche et de services à la communauté dans des domaines considérés comme stratégiques par l'Université.

Ceci se fera à travers les axes suivants: (1) Augmentation de la capacité de l'Université du Burundi dans le domaine des sciences de base, (2) l'amélioration des connaissances des bonnes pratiques en matière de mise en œuvre des soins de santé primaires, y compris l'adaptation des curricula de formation des futurs médecins en santé publique et épidémiologie, (3) le renforcement des capacités humaines et logistiques en ce qui concerne la recherche et la formation relatives à l'intensification des systèmes de production et la gestion durable des ressources naturelles, (4) la contribution à l'amélioration de l'enseignement supérieur et de la recherche fondamentale et appliquée dans le secteur du droit y inclus les droits de l'homme et (5) le désenclavement numérique rendu effectif par une connectivité améliorée, une plate-forme d'apprentissage en ligne et les services à la communauté universitaire en général et au public du pays au sens large ainsi que l'assurance d'une formation continue en NTIC.

Pour cela, cinq projets ont été montés et sont les suivants:

#### ***Projet 1: Appui à la Faculté des Sciences***

Le projet vise l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la recherche en sciences pour les relever au niveau des normes internationales. Les départements concernés sont les cinq départements de la Faculté des Sciences auxquels il devrait s'ajouter le département de Pharmacie non encore fonctionnel actuellement.

Les résultats attendus pour ce projet sont les suivants:

- La qualité des travaux pratiques et de terrain est améliorée
- Les conditions de l'enseignement sont améliorées
- La formation continue des enseignants est assurée
- L'école doctorale est appuyée
- L'utilisation des méthodes modernes dans l'enseignement est effective
- La formation des préparateurs et techniciens est assurée

### **Projet 2 : Santé Communautaire Rurale**

Le projet vise l'amélioration des connaissances sur la bonne mise en œuvre des soins de santé Primaires y compris l'adaptation des curricula des formations des médecins en santé publique et épidémiologie. Pour cela, le département de médecine communautaire devra acquérir des compétences pour remplir sa mission (recherche, enseignement et service à la communauté)

Les résultats attendus pour ce projet sont les suivants:

- Connaissances de la morbidité et mortalité dans la province de Kirundo et la capacité de gestion/épidémiologie sont renforcées/améliorées
- Exécution d'au moins trois projets de recherche conçus par les chercheurs de Burundi avec l'appui de l'équipe de l'unité santé internationale de l'UA
- Le département de la santé communautaire a acquis les compétences et les outils pour mener et appuyer de la recherche épidémiologique, recherche action et évaluation d'interventions
- Le département de santé communautaire a acquis les compétences pour transmettre les connaissances sur l'épidémiologie et la gestion des structures de santé aux étudiants en médecine
- Le curriculum des formations des médecins est adapté aux besoins de leur fonction

### **Projet 3 : Sécurité Alimentaire pour un Développement Rural Durable dans le nord du Burundi (SADeR)**

Le projet vise le renforcement des capacités humaines et logistiques des deux facultés (Faculté des Sciences agronomiques du Burundi dans son ensemble (tous les départements) et la Faculté des Sciences économiques et Administratives (département de socio-économie rurale) en ce qui concerne la recherche et la formation relatives à l'intensification des systèmes de production et la gestion durable des ressources naturelles.

Ses objectifs spécifiques sont:

- Identifier et documenter les pratiques et connaissances agro-sylvo-pastorales à même de contribuer de façon durable à augmenter et à diversifier les productions dans la zone d'étude
- Valider les pratiques agro-sylvo-pastorales identifiées dans le contexte de l'agriculture familiale dans les provinces du nord du Burundi par une recherche-action
- Intégrer les connaissances acquises dans les programmes de formation et de recherche de la FACAGRO et de la FSEA
- Intégrer les connaissances acquises dans des publications scientifiques traitant le renversement des tendances d'insécurité alimentaire des ménages à travers l'intensification des systèmes de production et la gestion durable des ressources naturelles

Les résultats attendus de ce projet sont les suivants:

- Une littérature scientifique sur les pratiques et connaissances agro-sylvo-pastorales et un inventaire scientifique détaillé des systèmes d'exploitation pratiqués dans la zone d'étude et de leurs caractéristiques sont disponibles
- Les résultats des expérimentations sont disponibles, analysés et interprétés
- Des syllabus intégrant des résultats de la recherche sont mis à jour
- Des chercheurs et étudiants sont encadrés sur la problématique du projet



- Les résultats de la recherche sont présentés dans des colloques et publiés dans des revues locales et internationales et sur des sites web
- Les champs-écoles sont accessibles aux acteurs du développement
- Les fiches techniques des connaissances sont diffusées et des publications reprenant des cas concrets de l'agrobusiness sont disponibles
- Les structures de partage sont motivées à jouer leur rôle dans la pérennisation des connaissances acquises
- Les organisations paysannes (OP) et autres acteurs sont renforcés dans la valorisation des chaînes de valeur prioritaires

#### **Projet 4: Droits humains**

Le projet veut contribuer à l'amélioration de l'enseignement supérieur et de la recherche fondamentale et appliquée dans le secteur du droit au bénéfice des acteurs directs et indirects et de la société en général. À travers le renforcement des capacités de la Faculté de Droit et du CERFOPAX en matière de formation et de recherche en vue (1) d'une meilleure création et usage du droit par les acteurs directs/indirects du droit et (2) d'un meilleur service à la collectivité.

Les résultats attendus de ce projet sont:

- Une école doctorale en droit est créée et fonctionnelle
- Les deux centres de recherche (Faculté de droit, Cerfopax) y compris leurs centres de documentation sont renforcés
- Le projet de recherche fondamentale et appliquée dans les domaines susmentionnés est renforcé et adapté aux besoins de la société burundaise
- Le programme de formation continue en matière de droit, de droits de l'Homme et de gestion pacifique de conflits a été amélioré et adapté aux besoins de la société
- Un master en droit est créé et prêt à fonctionner
- Le service de la Faculté de droit et du Cerfopax aux acteurs directs et indirects est amélioré
- La coopération sous-régionale, régionale et internationale de la Faculté de droit et du Cerfopax est renforcée

#### **Projet 5: Projet transversal - NTIC et Bibliothèque**

Le projet vise l'amélioration des capacités scientifiques et techniques de l'UB en matière de NTIC pour permettre à celle-ci de remplir sa mission première d'enseignement et de recherche et de jouer pleinement son rôle de moteur du développement de la société burundaise. Ceci se fera à travers le désenclavement numérique rendu effectif par une connectivité améliorée, une plate-forme d'apprentissage en ligne et les services à la communauté universitaire en général et au public du pays élargis ainsi qu'à travers la formation continue en NTIC de l'ensemble du personnel visé par ce projet suivant les domaines de compétence.

Les résultats attendus de ce projet sont les suivants:

- Visibilité de l'UB sur la toile
- Diversification des applications informatiques
- La communauté universitaire est appuyée dans son utilisation des outils informatiques
- Formation des ingénieurs en TIC adaptés aux besoins des entreprises et de la société

- Le réseau informatique est accessible à l'ensemble des départements et services des Facultés et de l'administration, et fournit un ensemble de services de base(serveurs : web)

## 3 Résultats de l'évaluation

### 3.1 Performance des projets individuels

Pour évaluer la performance de l'ensemble du programme, les évaluateurs ont commencé à analyser chaque projet pris individuellement. Aussi, compte tenue de l'ampleur de l'évaluation et du temps limité impartie à cette mission, l'analyse s'est limitée à certains aspects essentiels. La description plus générale dans ce chapitre sera lue en combinaison avec les annexes 1 à 5 inclus où nous donnons des informations plus détaillées sur la performance des projets en ce qui concerne les objectifs, les résultats intermédiaires et les indicateurs.

#### 3.1.1 Project 1: Appui à l'enseignement et à la recherche en sciences de base

##### *Contexte et résultats attendus*

Le projet est logé dans la Faculté des Sciences, faculté qui, dans le passé, avait été fortement appuyée par la Coopération Belge mais qui, à l'époque où le projet était formulé, avait connu une période prolongée de délabrement des infrastructures, d'épuisement des stocks et de la perte d'une bonne partie du staff par cause de la crise socio-économique. En même temps, les effectifs d'étudiants avaient augmenté jusqu'à près de 2000 étudiants pour des infrastructures initialement prévues pour 700 étudiants. Les initiatives d'appui d'alors ont été : i) La formation et la recherche en sciences et en agronomie (CUD, 2008-2012), ii) La "création d'un centre de soutien aux départements de Maths et Physique en matière d'enseignement, recherche, agrégation et rayonnement (Initiative Propre – VLIR, 2008-2012) et iii) L'appui au renforcement de l'enseignement supérieur (PARES, 2007-2012).

Bien que le budget attribué à ce projet pour la première période de trois ans soit relativement grand, € 284,000 ou 28% du montant total disponible sur le total pour les cinq projets, il reste limité si l'on considère les besoins nécessaires aux cinq départements (Mathématique, Physique, Chimie, Biologie et Sciences de la Terres). Au début on avait même inclus la Pharmacie, département qui fût exclu plus tard parce que le personnel prévu n'était pas disponible.

Le projet vise l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la recherche à la Faculté des Sciences à travers i) la formation de cadres qualifiés en sciences de base, ii) l'approvisionnement d'équipement des laboratoires et des auditoires pour un enseignement de qualité et iii) la mise à disposition de la documentation et du matériel didactique (syllabus, manuels didactiques et de labo, logiciels, etc.). Pour la mise en œuvre de cette action, l'équipe de projet a choisi de débloquent d'abord les enseignements à travers la priorisation des investissements dans les équipements des auditoires et labos et dans l'approvisionnement de consommables ainsi que le démarrage des travaux de terrain et l'encadrement des mémoires afin d'assurer un minimum de qualité de l'enseignement.

Les évaluateurs voudraient souligner ici que dans le cadre logique (voir annexe I, Réalisations) la classification des résultats intermédiaires sous RI 2 (La formation continue des enseignants est assurée et RI 3 (l'école doctorale est appuyée) dans la catégorie « recherche et enseignement » n'est pas logique. A leur avis, seulement l'enseignement aux étudiants doit être attribué à l'enseignement. Dans ce cas, l'équipe flamande enseigne pour compenser le manque de capacité à l'UB et pour l'appuyer à réaliser sa tâche d'enseigner dans des domaines donnés. Dans le cas de « La formation continue des enseignants est assurée (RI 2 dans l'annexe) » et « l'école doctorale est appuyée (RI 3 dans l'annexe) », il s'agit du renforcement des capacités des professeurs de l'UB et de la création d'une

capacité de former des doctorants à l'UB et par conséquent ce sont t plutôt des résultats du domaine du renforcement des capacités.<sup>1</sup>

### ***Etat d'avancement Recherche et enseignement***

Les investissements prévus pour améliorer les travaux pratiques et de terrain (équipement de labo et de travaux de terrain, consommables, etc.) sont en route et seront réalisés à la fin de la première phase conformément aux plans. On avait prévu que des guides pour l'accompagnement des travaux pratiques seraient élaborés par des assistants et dans ce cadre une activité de formation a été réalisée « Développement des guides de travaux pratiques » en mars 2012. Deux assistants de chimie, un assistant et un professeur en physique y ont participé. Les assistants en biologie et en sciences de la Terre n'étaient pas encore nommés. Le guide des travaux pratiques pour le 1er baccalauréat en physique est prévu pour l'année académique prochaine. Pour la chimie des versions préliminaires des guides de travaux pratiques (chimie générale et chimie organique) sont disponibles. Un total de 5 guides est prévu, chimie (2), physique (2) et biologie.

Les investissements prévus pour faciliter l'utilisation des méthodes modernes dans l'enseignement (ordinateurs, vidéoprojecteurs et matériel de sonorisation pour deux amphithéâtres) ont été acquis. La grande majorité des ordinateurs était acquis dans le cadre d'un projet d'accompagnement, Close the Gap, des ordinateurs d'occasions. Ils sont de faible capacité et certains sont non fonctionnels. Une formation pour préparer les enseignants à appliquer des méthodes modernes d'enseignement et d'appliquer les moyens fournis est prévue mais n'a pas encore été donnée à cause du budget insuffisant. Elle est planifiée dans la deuxième phase.

On observe que la recherche n'est pas encore incluse dans les activités. Ceci est bien compréhensible dans le contexte actuel, mais il faut que des initiatives dans ce domaine soient développées le plus tôt possible.

### ***Renforcement des capacités***

Pour le renforcement des capacités le cadre logique prévoit une formation de 5 préparateurs et techniciens. Une formation a été donnée, d'autres sont prévues.

En ce qui concerne les résultats que les évaluateurs préfèrent attribuer à la rubrique renforcement des capacités, RI 2 et RI 3, on constate que, dans la deuxième année, 3 professeurs ont fait des stages en Belgique. Les autres activités prévues ne sont pas encore réalisées : i) des formations à l'UB à cause du budget insuffisant, ii) l'appui à l'école doctorale qui est toujours dans une phase de préparation et iii) le projet de thèse pour un étudiant par manque de budget.

### ***Extension***

Le projet prévoit de donner un appui à l'enseignement secondaire à travers l'élaboration de manuels didactiques en sciences de base. On a remis cette activité à la deuxième phase du projet.

---

<sup>1</sup> Le cadre logique pour ce projet montre d'autres faiblesses. En général on peut dire que la qualité des cadres logiques est variable pour les différents projets. Voir chapitre 3.3.1 pour une discussion plus profonde.

## **Evaluation**

Avec la défectuosité des infrastructures, la réduction importante du personnel en combinaison avec une croissance importante des effectifs des étudiants, le défi pour améliorer le niveau de l'enseignement et de la recherche à la Faculté des Sciences reste énorme.

Le projet a connu des réussites par le renforcement de quelques infrastructures et la réalisation d'investissements en équipements et consommables de laboratoire. Cependant, la mise en œuvre des activités prévues pour renforcer les capacités et l'utilisation des opportunités créées par les nouvelles acquisitions ont été très faibles. Par exemple, les guides pour les travaux pratiques ne sont pas disponibles et des formations en didactique n'ont pas été données. Le projet a choisi de donner la priorité aux investissements et c'est bien compréhensible, mais il paraît que l'harmonisation des activités n'a pas été en ordre quand on voit que les formations ne se sont pas réalisées par manque de fonds.

De l'opinion des évaluateurs, la conception du projet a été faible, ce qui est apparemment partiellement dû à une maîtrise limitée de l'utilisation de la méthode PCM et probablement aussi à la difficulté de donner la préférence à un ou deux départements. En analysant le cadre logique, on note qu'il n'y a pas toujours une liaison claire entre les activités et les résultats prévus et que les indicateurs ne sont pas clairs et quantitatifs. En plus, on ne voit pas la perspective de la situation que l'on prévoit atteindre dans dix ans par exemple, la fin du projet en principe. Quelle sera, pour chacun des départements, la situation requise en termes de staff pour l'enseignement et la recherche, quelle est la nécessité de croissance en termes de staff et d'investissements et quelle est la contribution attendue du projet pour atteindre cette situation ? Cette vision doit être le point de départ pour développer l'avenir de la faculté et pour voir quelle peut être la contribution du projet pour atteindre le but final et quelles seront les ressources additionnelles à trouver ailleurs. En considérant les contributions possibles du projet, on doit analyser les options de se concentrer soit sur une partie des départements seulement ou de ne pas toucher au début chaque département mais trouver des scénarios graduels qui permettent d'avoir un schéma d'investissements et de formations qui permettent la mise en œuvre le plus vite possible des interventions prévues.

## **Recommandations**

- Rendre les investissements effectifs le plus vite possible. A cette fin il faut:
  - Elaborer des guides des TP
  - Mettre les laboratoires et les consommables en ordre
  - Réaliser la formation en pédagogie universitaire
- Analyser l'opportunité d'inclure la recherche dans l'avenir (pour attirer les jeunes chercheurs belges)
- Avec le projet actuel, on risque de perdre une opportunité intéressante/importante en voulant faire beaucoup en même temps avec peu de ressources. Les évaluateurs recommandent de reconsidérer la stratégie de mise en œuvre du projet. A cette fin on propose de :
  - Définir les conditions minimales pour une formation acceptable par département
  - Budgétiser les investissements nécessaires pour chaque département
  - Estimer l'importance de chaque discipline pour l'UB /communauté
  - Confronter les options avec les ressources financières disponibles, y inclus les options de limiter le nombre de départements qui participent au programme ou concevoir des chronologies différentes pour les appuis à tous les départements
  - Redessiner le projet en conformité avec le résultat de l'analyse précédente



### **3.1.2 Project 2: Santé communautaire rurale**

#### ***Contexte et résultats attendus***

Le système de santé au Burundi est dans un processus de transformation d'un système centralisé vers un système dans lequel les responsabilités sont décentralisées : le Bureau de District Sanitaire (BDS) devient l'axe opérationnel des activités d'encadrement des districts sanitaires, le Bureau Provincial de la Santé (BPS) évolue vers des fonctions plus stratégiques et devient le chef d'orchestre de la mise en œuvre des districts sanitaires. Les médecins qui obtiennent leurs diplômes à l'université n'ont pas acquis les compétences nécessaires pour gérer la mise en œuvre des réformes du Ministère de Santé Publique.

Le projet s'inscrit dans ce contexte et prévoit le renforcement des capacités dans le département de médecine communautaire pour transmettre les compétences requises dans le nouveau système. Ce département ne compte qu'une seule unité actuellement. Dans ce programme de recherche qui se réalise dans le District de Kirundo et dans lequel de nouveaux cadres du département seront impliqués, doit donner une compréhension de la situation de la santé publique et de la gestion actuelle du système de santé dans la province. Les connaissances acquises vont alimenter le renouvellement du curriculum des médecins qui sont formés pour servir dans les provinces et districts. Ainsi le projet veut atteindre l'objectif spécifique académique de doter le département de médecine communautaire de compétences nécessaires pour lui permettre de remplir pleinement sa triple mission d'enseignement, de recherche et de service à la communauté. Du point de vue du développement, le projet veut contribuer à la réduction de la mortalité et la morbidité dans la province pilote de Kirundo par la mise en place d'un cadre approprié pour mener la recherche épidémiologique et sur le système de santé dans cette province. Ladite recherche aura pour objectif d'aider les décideurs sanitaires à prendre une bonne décision. Le projet a choisi le district de Kirundo parce qu'il dispose d'un système de santé avec des conditions relativement favorables du fait qu'il a connu un projet « Appui à la province sanitaire de Kirundo » initié par la CTB, dénommé actuellement « Projet PAISS ». Ce projet PAISS vise à rendre opérationnels les districts sanitaires de la Province, selon les normes sanitaires du Burundi par le renforcement des capacités des ressources humaines et des équipements des structures sanitaires, l'offre des soins de qualité, l'appui à la demande de soins, la recherche de mécanismes alternatifs de financement des soins et l'appui à l'adoption par les membres de la communauté de comportements favorables à la santé. Le projet a un budget de € 162,000 pour la première période de trois ans soit 16% du budget du programme.

#### ***Etat d'avancement***

Remarque préalable : le cadre logique du projet est bien préparé mais il-y-a une remarque à faire. Les indicateurs ne sont pas toujours quantifiés et/ou pourvu d'une indication du temps prévu pour la réalisation des buts. Ça rend l'évaluation du degré de réalisation difficile. Des indicateurs bien définis ne sont pas seulement utiles pour les évaluateurs mais ils sont plutôt un outil pour l'équipe du projet pour atteindre leurs buts.

#### ***Recherche et enseignement***

Des trois études prévues pour évaluer la situation de base de la province sanitaire de Kirundo une, en forme de thèse, a été finalisée et deux sont en cours de réalisation.

Les trois études prévues pour évaluer la situation épidémiologique de base à la province de Kirundo sont en cours. Une de ces études est cofinancée par le VLIR-UOS/UB, la CTB/BTC et le Bureau de la Représentation de l'OMS au Burundi et les analyses requises seront faites par le laboratoire d'une

université membre du réseau VLIR. Une autre étude sera menée dans le cadre de la thèse de maîtrise d'un des assistants du projet, en utilisant le même échantillon qui est actuellement utilisé soit menée en partenariat avec l'UNICEF est un autre aspect intéressant. Les échantillons pris dans le cadre de la troisième étude seront aussi analysés par le laboratoire d'une université membre du réseau VLIR.

Pour l'analyse du système de santé dans la province de Kirundo, on a également prévu trois études qui doivent commencer dans cette première phase du projet, deux études au cours de la troisième année et la troisième sous forme de thèse de médecine générale. Pour cette dernière étude, le protocole est en cours de rédaction.

Le projet prévoit des campagnes de lobbying pour la formation continue des médecins dans la province de Kirundo et pour la formation supplémentaire des auxiliaires infirmiers. Ces formations sont jugées nécessaires étant donné l'évolution rapide des connaissances dans le domaine médical. Comme les études en cours vont fournir l'information pour l'identification des besoins de formation, cette activité sera planifiée après que les résultats sont disponibles.

Pour le résultat intérimaire de l'exécution d'au moins trois projets de recherche conçus par les chercheurs de Burundi avec l'appui de l'équipe de l'unité santé internationale de l'Université d'Anvers, il était prévu qu'au moins deux projets de recherche soient exécutés pendant la première phase du projet. Les recherches mentionnées en dessus pour l'évaluation de la situation de base de la province sanitaire de Kirundo et de la situation épidémiologique de base dans la province de Kirundo sont en cours et des publications pour présenter les résultats sont en préparation. Deux posters ont été soumis par des membres de l'équipe en collaboration avec d'autres membres académiques et ils ont été acceptés pour affichage lors du congrès international sur la médecine tropicale qui s'est tenu à Barcelone en 2011.

#### *Renforcement des capacités*

Deux assistants ont été recrutés comme prévu, mais avec un retard d'environ un an à cause des raisons budgétaires et de la lenteur administrative. Ils ont obtenu la préinscription à l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers pour la maîtrise en santé publique et les démarches sont en cours pour leur trouver un financement. Les fonds du projet ne sont pas suffisants pour financer leur formation qui sera donné en Anglais. Le projet a par ailleurs financé des cours d'anglais au Burundi et un séjour d'immersion de 6 semaines en Uganda.

Le responsable local du projet a rédigé la proposition pour son PhD et la première étude est en cours. Les travaux ont commencé avec un retard d'une année suite à une surcharge de travail du responsable. En 2011, il a suivi une formation en bio statistique comme prévu.

Le renforcement de l'infrastructure physique du département a été réalisé.

Pour réaliser le quatrième résultat intérimaire, « Le département de santé communautaire a acquis les compétences pour transmettre les connaissances sur l'épidémiologie et la gestion des structures de santé aux étudiants en médecine », il est nécessaire que les assistants soient préparés à travers leurs études de maîtrise. Il est alors prévu pour la deuxième phase du projet. Le même cas s'applique pour le *résultat intérimaire d'extension*, « Le curriculum des formations des médecins est adapté aux besoins de leur fonction ».

## **Evaluation**

La conception du projet Santé Communautaire Rurale est bien faite avec un programme de renforcement des capacités qui va donner au Département de Santé Public de l'UB une bonne capacité de base à plus long terme. Les capacités sont développées à travers un programme de recherche pertinent qui va augmenter les connaissances sur l'épidémiologie et la gestion des structures de santé, permettant ainsi de mieux adresser les défis existants et de mieux préparer les médecins et le personnel auxiliaire de santé pour leurs tâches. Les activités sont bien implantées dans les districts pilotes, ce qui renforce leur pertinence et la perspective de leur durabilité. Le fait que les résultats de l'initiative peuvent être multipliés dans d'autres districts et qu'ils seront intégrés dans le curriculum de la faculté de médecine et dans le programme de formation du personnel auxiliaire augmente considérablement la rentabilité des investissements. Le projet est dynamique, ce qui se montre par exemple par l'utilisation des opportunités de collaboration avec autres universités dans le réseau VLIR, la participation à un congrès, la collaboration avec des partenaires comme CTB, OMS et UNICEF et la capacité de mobiliser des fonds. Bien que le projet ait connu des retards au début, il a gagné du momentum et il va réaliser une partie considérable des résultats prévus pour la première phase. Les assistants ont récemment obtenu une bourse pour commencer leurs études en Anvers.

## **Recommandations**

L'exécution du projet P2 est en bonne voie, des résultats attendus intéressants sont en voie d'être atteints. Les évaluateurs recommandent ce qui suit :

- Continuer le bon travail qui est en train d'être réalisé pour atteindre rapidement les résultats attendus et les partager avec les autres potentiels utilisateurs
- A l'avenir, mieux quantifier les indicateurs dans le cadre logique
- Capitaliser les acquis, renforcer les partenariats existants et les étendre si possible
- Donner toute l'attention nécessaire à la mobilisation des fonds pour les Masters en vue de renforcer les capacités de l'équipe du projet pour atteindre le plus rapidement possible les résultats attendus.

### **3.1.3 Project 3: Sécurité Alimentaire pour le Développement Rural dans les provinces du Nord du Burundi (SADeR)**

#### **Contexte et résultats attendus**

Le secteur agricole qui occupe plus de 90% de la population active, contribue pour plus de 50% au Produit Intérieur Brut et fournit 95% de l'offre alimentaire est l'élément central de l'économie burundaise. Il est cependant en grande partie caractérisé par une agriculture de subsistance. Conséquemment à la crise, la perturbation des circuits d'approvisionnement des intrants agricoles et un manque de pouvoir d'achat des agriculteurs, les productions ont montré une tendance à la baisse pendant les dix dernières années et ne sont pas suffisantes pour couvrir les besoins d'une population croissante. De 1982 à 2007, la production annuelle brute en vivres par habitant a baissé de 26% alors que sur la même période, la population a augmenté de 45%. Pour la sécurité alimentaire ça signifie que 85% des ménages font quotidiennement face à une insuffisance alimentaire. Le taux de malnutrition aiguë est supérieur à 10%.

Beaucoup d'initiatives ont été prises par différents bailleurs pour appuyer le développement agricole mais aucune de ces initiatives ne se concentrait sur la recherche fondamentale et/ou enseignement pour le développement rural et la sécurité alimentaire. Exception faite d'un projet du département de Socio-économie rurale de la FACAGRO (Université du Burundi) avec l'Université d'Anvers, projet d'initiative propre sur quatre ans qui a commencé en 2007 et nommé « Etude de la Dynamique des Systèmes d'exploitation agricole dans les provinces densément peuplées de Ngozi et Muyinga » qui est le prédécesseur de l'actuel projet. Dans la première phase, le projet veut conduire une recherche-action relative à la sécurité alimentaire, les chaînes de valeur et le développement rural. Les connaissances acquises seront intégrées dans la formation des ingénieurs agronomes à la FacAgro de l'UB et des licenciés en économie agricole à la FSEA et le projet a l'intention d'impliquer les enseignants de ces facultés à la recherche et d'offrir aux étudiants burundais et flamands un cadre pour leur projet de recherche. Le budget pour la première phase du projet est € 203,000 soit 20% du budget du programme.

### ***Etat d'avancement***

Le remarque préalable à la discussion du progrès au chapitre 3.1.2 s'applique aussi pour SAdER

#### *Recherche et enseignement*

Le projet développe une littérature scientifique sur les pratiques et connaissances agro-sylvo-pastorales et un inventaire scientifique détaillé des systèmes d'exploitation pratiqués dans la zone d'étude à travers l'implication d'étudiants qui préparent leurs mémoires de fin d'études d'Ir Agro. Jusqu'à maintenant, 11 études sont finis ou en cours de réalisation par des étudiants burundais et belges dans des différents domaines. Le rapport annuel et plusieurs rapports d'ateliers et de missions sont disponibles. Un atelier de lancement des activités a été organisé et des ateliers de validation des résultats ont été organisés ou sont prévu à brève échéance. Le matériel produit ne suffit pas encore pour faire des rapports de synthèse.

#### *Renforcement des capacités*

Le programme de renforcement des capacités se déroule conformément à la planification dans ses grandes lignes. Plusieurs mémoires d'ingénieur agronome à l'UB sont encadrées, une formation de bio-ingénieur à l'UCL est en cours et 2 mémoires de bio-ingénieur et 2 mémoires de MSc. Géographie à la KU Leuven sont encadrées. La formation doctorale de Sanctus Niragira est en cours.

Le développement des bases de données est en cours et le 1<sup>ier</sup> tour de la collecte des données a été finalisé fin décembre-2012 (240 ménages et 1718 parcelles). Les données ont été digitalisées. Des 6 syllabi à actualiser, un est prêt et un autre est en préparation.

#### *Extension*

Pour réaliser les activités prévus en matière d'extension, l'équipe de projet dépend beaucoup de la disponibilité de données et résultats des recherches. Après deux ans de vie du projet et avec certaines difficultés de démarrage, les résultats sont encore restreints. Des 5 colloques prévus, le premier est programmé pour le mois de mai. Le projet a aussi organisé un atelier de formation aux assistants et agronomes communaux (DPAE Ngozi) dans le cadre de la motivation des structures et le partage des rôles à jouer dans la pérennisation des connaissances acquises. Les autres activités n'ont pas pu être initiées.

## **Evaluation**

Le projet, dans sa forme initiale, prévoyait l'inclusion de tous les départements de la faculté avec des expérimentations dans leurs domaines. Cependant, il s'est révélé que c'était trop ambitieux au regard des ressources disponibles et l'équipe a décidé d'adapter le design du projet. Les adaptations faites déplaçaient le focus du projet de l'expérimentation à l'observation, la collecte d'informations et des données devenait la base du projet.

De l'opinion des évaluateurs, le design actuel du projet fournit la possibilité de développer une base de données qui, à plus long terme, fournira une base solide pour une recherche pertinente avec le potentiel de contribuer à une amélioration de la sécurité alimentaire au Burundi. L'approche du projet facilite l'inclusion d'étudiants, des potentiels chercheurs futurs et l'ouverture vers des réseaux régionaux et internationaux et il permet aussi une ouverture pour la collaboration avec d'autres projets dans le programme et avec des autres organisations. Le projet a aussi développé une bonne collaboration avec les institutions régionales d'agriculture et d'élevage, ce qui facilite l'accès au groupe cible de la recherche et renforce le potentiel de la mise en œuvre des résultats des recherches. Après un démarrage lent, le projet a atteint un rythme satisfaisant et beaucoup d'initiatives ont été réalisées.

Le projet prévoit un atelier pour ressusciter l'intérêt d'autres chercheurs des autres départements. L'équipe du projet a développé de bonnes relations avec les propriétaires des exploitations membres de l'échantillon et une bonne collaboration s'est établie. De petites primes pour eux mais aussi pour les services de vulgarisation (ceux-ci ont reçus des bicyclettes pour entretenir plus facilement les contacts) sont essentielles pour maintenir les bonnes relations qui garantissent leur participation future dans le projet et la continuité dans l'alimentation de la base de données. Il est important que le projet puisse prendre des initiatives pour maintenir la participation de la population.

## **Recommandations**

La modification du design du projet lui a permis de se recentrer sur des aspects très importants de connaissance des systèmes d'exploitation et devrait éclairer les décideurs sur les choix à prendre en matière d'orientation des cultures. Les évaluateurs recommandent à l'équipe du projet de :

- Continuer le bon travail qu'elle est entrain de réaliser
- Mieux quantifier les indicateurs dans le cadre logique afin de permettre une bonne exécution et un bon suivi des progrès réalisés.
- Consolider le système de motivation des fermiers qui participent au projet et appliquer une certaine flexibilité.
- Appuyer la saisie et le traitement des données pour alléger le travail des assistants (qui le font actuellement) mais qui pourraient se consacrer à d'autres tâches plus intellectuelles.
- Contractualisation de l'assistant qui pour le moment est supporté par le projet mais qui pour être motivé et stable devrait être engagé par l'UB comme assistant d'enseignement.
- Impliquer plus les autres départements de la faculté dans le projet pour qu'il y ait une véritable interdisciplinarité.

### **3.1.4 Project 4: Appui au renforcement des capacités de formation et de recherche de la Faculté de Droit et du CERFOPAX de l'Université du Burundi**

#### ***Contexte et résultats attendus***

Le Burundi sort d'un long cycle de crises, aussi bien au niveau du développement économique, et de guerre civile. Par conséquent, la démocratie et l'Etat de droit sont encore fragiles et il y a des carences importantes dans les secteurs de la justice, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. L'enseignement supérieur en droit au Burundi souffre d'une insuffisance de formateurs qualifiés pour l'enseignement et la recherche à cause de la crise et du manque de moyens financiers. L'âge moyen des professeurs actuels est élevé, ce qui accroît encore plus la nécessité de former une nouvelle génération de jeunes chercheurs et académiciens.

Le présent projet veut contribuer au renforcement du staff et du fonctionnement de la Faculté de droit à long terme. Le projet appui également le Centre de Recherche et la Formation pour le Paix (CERFOPAX), qui a des liens étroits avec la Faculté de Droit du Burundi, mais qui a une autre finalité. Le présent projet a deux prédécesseurs appuyés par VLIR-UOS ; un projet Initiative Propre et un projet Sud. Les deux projets, avec un budget limité, visaient à remédier au manque de professeurs qualifiés à travers des missions d'enseignement vers le partenaire sud. Le budget pour la première phase du projet est de € 156,000 soit 15% du budget du programme.

#### ***Etat d'avancement***

##### *Recherche et enseignement*

Il était prévu que des Ecoles Doctorales soient établies au niveau des facultés sous la supervision de l'UB. Une école doctorale organise la formation des docteurs. Pour cela elle met en œuvre une politique de choix des doctorants, propose aux doctorants les formations utiles à leurs projets de recherche et s'assure de la qualité de l'encadrement des doctorants par les unités et les équipes de recherche. Ce processus n'a pas démarré adéquatement ni au niveau central ni au niveau de la faculté. Les capacités des deux centres de recherche (faculté de droit, Cerfopax) sont renforcées en termes de matériels par l'acquisition de livres dans les différents domaines de droit et des équipements informatiques et matériel bureautique comme prévu. Cependant, le vrai renforcement des centres à travers l'initiative de créer une maîtrise de recherche autour du thème central de l'état de droit en faveur de 20 étudiants de l'U.B. et des universités partenaires RDC, dans des disciplines choisies suivant les besoins des universités partenaires ciblées, n'a pas été réalisée.

Il est dans l'intention du projet d'organiser une recherche conjointe dans des domaines liés à l'état de droit. Dans ce cadre, deux colloques internationaux, un colloque national et un atelier international ont été organisés dans la période 2011 – 2013. Les plus récents sont les colloques internationaux à Bruxelles (29 janvier) et à Bujumbura (7-8 février 2013) sur l'Etat de droit après cinquante ans d'indépendance, organisés avec l'engagement tous les collègues de la faculté de l'UB. Avec une participation de 70 personnes et la présence et la participation active et le support des hautes personnalités, des plus hauts magistrats du système juridique au Burundi et en Belgique, facteur dynamisant pour tous les échanges, les colloques furent une expérience riche qui a créé beaucoup d'opportunités d'étendre et intensifier les contacts dans le réseau de chercheurs burundais et belges.



La revue juridique n'a pas encore été publiée. Un livre de rapport sur les colloques est en préparation avec des contributions écrites de tous les collègues qui ont participé. Les deux thèses de doctorats seront publiées.

#### *Renforcement des capacités*

Deux doctorants burundais (droit judiciaire et droit pénal) ont commencé leurs travaux, un troisième doctorant (en droit foncier) commencera ses travaux au mois de septembre 2013.

Un stage de recyclage a été réalisé pendant qu'un stage par an était prévu. Les professeurs/chercheurs ont montré un intérêt limité pour y participer. Les potentiels candidats sont à la fin de leur carrière et ne sont plus tellement intéressés au renforcement de leur savoir et le DSA fournit est considéré comme insuffisant.

Le système LMD a été approuvé et implémenté pour les étudiants qui ont débuté leurs études en droit au cours de l'année académique 2012. Des professeurs belges ont donné des cours, 5 au total dans trois domaines. Le support était indispensable parce qu'il s'agissait de cours obligatoires pour lesquels la faculté n'a pas les compétences requises. Il est prévu de limiter progressivement le nombre de missions de visiteurs au cours du projet. Ce support au nouveau système LMD est une activité de renforcement de capacité d'autant qu'il s'agit du transfert de nouvelles compétences dû à l'introduction de LMD. De l'opinion des évaluateurs il y a ici aussi une composante considérable de substitution par les futurs professeurs qui sont en formation.

Cerfopax a organisé deux sessions de formation continue pour des formateurs sur le thème "Formation à l'intention du personnel pénitentiaire". L'organisation de sessions de formation dès la première année n'a pas pu avoir lieu, à cause des problèmes de direction du Cerfopax.

#### *Extension*

A part l'accès libre aux colloques, le projet n'a pas entrepris des activités d'extension. Les activités prévues telle que le lancement d'une revue juridique, la distribution d'expertise à travers l'alimentation de sites internet, la création de cliniques juridiques et le renforcement de la coopération sous-régionale, régionale et internationale de la Faculté de droit et du Cerfopax ne sont pas encore réalisées.

#### *Evaluation*

Le projet joue un rôle important pour la continuité de la faculté de droit à travers l'appui donné à la réalisation des cours obligatoires par des professeurs visiteurs et leur support pour l'introduction du système LMD. Les colloques ont impliqué une grande partie des partenaires du projet et ont fourni une plateforme pour intensifier la visibilité de la faculté et de tisser les partenariats nord-sud. Les formations des doctorants en cours représentent une bonne opportunité de contribuer à la préparation de la relève des enseignants qui se préparent pour la retraite et l'infrastructure physique (livres, TIC) est présent. Ce sont des éléments importants et forts du projet.

Il y a néanmoins quelques remarques à faire. On constate d'abord que l'implication de Cerfopax est faible. Les évaluateurs comprennent que l'absence d'un directeur et l'apprentissage du nouveau directeur des règles du projet constituent des obstacles. Il est quand même nécessaire de donner une grande attention à une plus grande intégration de Cerfopax dans le projet. D'un autre côté, il est nécessaire que Cerfopax montre son intérêt réel en développant les activités comme prévu. Le degré de réalisation doit être un critère pour la poursuite de la collaboration dans la deuxième phase.



Une équipe locale dynamique et dévouée qui prend des initiatives est un facteur clé pour la réussite du projet et pour la création d'une forte organisation pour l'enseignement et la recherche en droit. Des activités qui dépendent d'une telle dynamique comme le développement d'un projet de recherche fondamentale et appliquée dans des domaines liés à l'état de droit, le montage d'une revue juridique et des initiatives pour établir des cliniques juridiques en promotion de l'aide légale n'ont pas été initiées. Le démarrage de ces activités fournit des opportunités pour impliquer tout le staff de la faculté et aussi des étudiants

et de former une vraie équipe de projet. Les responsables du projet doivent prendre des mesures pour le démarrage de la dynamique interne du projet le plus vite possible.

### **Recommandations**

Beaucoup d'activités ont été réalisées au niveau du projet P4. Les évaluateurs recommandent que :

- Des démarches concrètes soient faites pour impliquer davantage le Cerfopax dans les activités du projet afin qu'il puisse réellement se sentir co-responsable. Le degré de réalisation des activités prévues doit être un critère pour la poursuite de la participation de Cerfopax dans le programme dans une nouvelle phase du programme.
- Des actions soient entreprises pour mieux impliquer les membres de l'équipe du projet notamment les autres professeurs /enseignants
- De faire une planification élaborée pour démarrer le programme de recherche et les cliniques juridiques et mettre le plan en œuvre. Dans le plan, donner beaucoup d'attention sur les démarches concrètes pour impliquer le staff et les étudiants
- D'élaborer un plan long terme pour préparer la relève au niveau des enseignants/professeurs

### **3.1.5 Projet 5 : les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) et la Bibliothèque**

#### ***Contexte et résultats attendus***

L'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication est une condition pour une université d'être capable de réaliser ses missions principales d'une façon efficace et efficiente. Ainsi, l'université du Burundi, avec l'appui des projets CUD et PARES a mis en avant une politique de promotion d'une recherche basée sur les NTIC. L'UB a, avec l'appui des projets CUD et PARES, installé des salles IT, réalisé l'interconnexion de tous les campus et la connexion à l'internet et a créé un département des NTIC à la faculté des Sciences de l'Ingénieur. La bibliothèque a elle aussi été classée prioritaire et a bénéficié d'un appui en ressources documentaires et matérielles de la CUD et du PARES. Le présent projet est transversal et est bâti sur ces initiatives, harmonise ses interventions avec les activités réalisées et en cours et vise rendre effectif le désenclavement numérique par une connectivité améliorée, une plate-forme d'apprentissage en ligne et les services à la communauté universitaire en général et au public du pays au sens large. En plus il veut assurer une formation continue en NTIC à l'ensemble du personnel visé par ce projet.

Le budget pour la première phase du projet est € 203,000 soit 20% du budget du programme. Le projet définit des résultats intérimaires dans le domaine du renforcement des capacités. Ce sont les suivants : a) RI 1: La visibilité de l'UB sur la toile a été réalisée (en synergie avec la CUD), b) Diversification des applications informatiques (en complémentarité avec la CUD), c) La communauté universitaire est appuyée dans son utilisation des outils informatiques, d) Formation des ingénieurs en

TIC adaptés aux besoins des entreprises et de la société (en synergie avec le projet PARES) et e) le réseau informatique est accessible à l'ensemble des départements et services des Facultés et de l'administration, et fournit un ensemble de services de base (serveurs : web)

### ***Etat d'avancement***

#### *Renforcement des capacités*

Le projet a fait un bon progrès pour la visibilité sur la toile : il a un site web accessible mais avec un contenu limité, la numérisation des documents de la bibliothèque est en cours, le catalogage des documents est terminé et les catalogues sont accessibles sur le site web de l'UB et l'intranet est fonctionnel avec 56 syllabus publiés et 23 thèses de doctorats. Les opportunités du site web ne sont pas encore utilisées par manque d'une personne ressource chargée de l'information.

En ce qui concerne la diversification des applications informatiques le projet est en cours :

24 professeurs ont été formés et commencent petit à petit (moins de 5%) à utiliser les NTIC comme support à l'enseignement et à la recherche. L'Application « Moodle » pour la mise en ligne des cours est disponible mais est peu ou pas encore utilisée et l'accès en ligne aux bases de données « Sciences de l'Ingénieur » est disponible.

Le programme LMD pour la formation des ingénieurs en TIC a été adapté (en synergie avec le projet PARES) aux besoins des entreprises et de la société.

L'accessibilité pour les départements et services a été réalisé par i) l'interconnexion au réseau informatique de l'UB avec une bande passante de plus de 50 fois supérieure, ii) le câblage réseau d'un laboratoire d'électronique, de deux salles de 30 postes et de tous les bureaux des professeurs de la FSA/ITS + la Bibliothèque, iii) l'acquisition de 89 ordinateurs dont 30 pour le Département des TIC, 30 pour la bibliothèque et 19 pour la faculté des sciences (Projet1-Appuis aux sciences de Base, Close the Gap), iv) la disponibilité d'une connexion internet pour les facultés et services administratives pendant les heures de service, les salles informatiques pour étudiants uniquement le soir de 18h à 7h du matin et 24h/24h les jours fériés et les week-ends et v) la mise en place d'un atelier de maintenance informatique.

### ***Evaluation***

Le projet a travaillé en bonne coordination avec les projets CUD et PARES et a donné une bonne impulsion à l'infrastructure de TIC. L'ampleur et la capacité du réseau ont augmentées considérablement, les systèmes pour le renforcement de l'enseignement sont en place et les enseignants sont formés pour leur utilisation et l'amélioration de l'accès à la documentation est en cours (ouvrages acquis, digitalisation des catalogues et des ouvrages). Le projet a bien collaboré avec les autres partenaires comme les universités du Congo pour réaliser un abonnement aux biblio virtuelles en Belgique. Cependant, l'utilisation des moyens est encore au stade embryonnaire (enseignement, "moodle", accès aux bases de données). On peut dire en général qu'un bon pas vers le désenclavement numérique et la documentation a été réalisé et que les objectifs ont été atteints. Le projet se distingue aussi par la réalisation de pas mal de résultats inattendus en termes d'infrastructures et formations à travers des financements d'autres projets.

Dans la phase actuelle, l'appui est plutôt dans la création d'infrastructures et la formation des utilisateurs et peu d'attention pour le renforcement des capacités du staff.

Le développement rapide du système crée la nécessité d'une politique d'accès au réseau pour éviter des problèmes futurs. Ça doit être réglé. Compte tenu des développements rapides dans le domaine de TIC, il est aussi nécessaire de donner suffisamment d'attention au recyclage du staff.

Pendant les visites aux facultés, les évaluateurs ont rencontré des utilisateurs qui n'étaient pas toujours satisfaits. On parlait d'ordinateurs en panne, internet lent et autres problèmes. Il est recommandé d'enquêter sur les utilisateurs pour voir en quelle mesure les problèmes sont réels pour voir comment on pourrait améliorer les services.

### **Recommandations**

Le projet a déjà fait beaucoup de réalisations et a su créer des synergies efficaces avec les autres projets intervenants dans le même secteur. Aussi les évaluateurs recommandent ce qui suit :

- Développer des stratégies pour stabiliser les staffs impliqués dans le secteur des TIC car c'est un domaine nouveau, attractifs et où la concurrence extérieure est rude pour les meilleurs éléments
- Continuer à former les utilisateurs des TIC (enseignement, Recherche, documentation, ..) afin de rentabiliser l'infrastructure qui est entrain d'être mise en place
- Créer des groupes d'échanges sur les TIC et leurs applications (web, cours, Bases de données, etc.) pour pouvoir rester à jour dans un secteur qui évolue très rapidement
- Elaborer un plan de maintenance des équipements
- Elaborer une politique d'accès au réseau. Les utilisateurs devenant de plus en plus nombreux, il est indispensable de réguler l'accès au réseau.
- Améliorer la circulation de l'information sur les opportunités en place /TIC pour une meilleure rentabilisation des investissements dans ce secteur
- Organiser des recyclages réguliers (évolution rapide) pour faire face à l'évolution rapide du secteur
- Procéder à la protection électronique des ouvrages /bibliothèque car la menace de fuites et pertes est bien réelle
- Inventorier les utilisateurs, leur typologie et prendre des mesures appropriées par type/catégorie d'utilisateurs.

## 3.2 Analyse par Key Result Areas (KRA) – Domaines de résultats-clés

### 3.2.1 KRA 1 Recherche

Le tableau ci-dessous montre l'output de la recherche pour les différents projets. Pour les détails se référer aux annexes 1 à 5 sur les réalisations des projets.

**Tableau 1: Output des recherches**

	P1 <sup>2</sup>	P2	P3	P4	P5
Articles dans journaux internationaux (revus par des pairs)		3			
Articles dans journaux nationaux		2			
Contributions aux conférences (posters, lectures)		2	4	25	2
Procédures de conférence			1	3	
Documents de travail/technique, littérature populaire			1		1
Abstrait de conférence			1		

Sur une durée de vie de deux ans seulement, le programme a encore besoin de temps pour acquérir un flux de publications important. Dans des programmes de ce genre où une capacité de recherche doit être créée, ce sont en général les travaux de maîtrise et de doctorat qui forment le début des publications. En partie, des projets des publications de ce genre sont dans le pipeline.

En dépit de cette courte durée, tous les projets, avec l'exception de P1 ont des publications de caractère divers. Il faut noter que pour le P1, on aurait pu avoir des publications avec le projet précédent d'initiative propre. P2 et P3 sont des vrais projets de recherche et ça se remarque à travers les publications déjà réalisées. Surtout P2 a été le plus productif avec 5 articles dans des journaux internationaux et nationaux. Avec un staff national qui doit en principe augmenter et un programme de recherche bien défini, les perspectives pour une recherche productive sont très bonnes. A cause de la nature du programme de recherche avec le focus initial sur la collecte de données, P3 n'a pas encore publié des articles, mais a été assez actif avec des produits liés aux conférences. Avec le doctorat et les maîtrises prévus et le programme de recherche bien structuré les perspectives pour une recherche fructueuse sont très bonnes.

---

<sup>2</sup> P1 Appui à l'enseignement et à la recherche en sciences de base et pharmacie

P2 Santé communautaire rural

P3 Sécurité Alimentaire pour le Développement Rural dans les provinces du Nord du Burundi

P4 Appui au renforcement des capacités de formation et de recherche de la Faculté de Droit et du CERFOPAX

P5 Les Nouvelles Technologies de l'Informatique et de la Communication (NITC) et la bibliothèque

P4 a eu un résultat important dû principalement aux colloques organisés dans le cadre du projet. Bien que ces activités offrent des opportunités pour le démarrage d'un programme de recherche, un tel programme doit encore être matérialisé. L'activité de former un pool de chercheurs n'a pas encore été réalisé et le programme commun de recherche s'est concentré autour des colloques. Pour monter un programme de recherche fructueux il faut des démarches concrètes pour y arriver.

P5 s'est concentré sur la mise en place d'une infrastructure TIC dans cette première phase et la production de matériel scientifique a été limitée. Dans la deuxième phase on pourrait orienter le projet plus dans la direction de recherche, ce qui aura un meilleur potentiel pour le développement d'initiatives scientifiques qui répondent le plus aux intérêts du partenaire belge.

P1 n'a pas encore développé des initiatives dans le domaine de la recherche. Pour le futur il faudra réfléchir avec le partenaire belge sur les possibilités de recherche, par exemple liées aux plans pour l'extension et le support à l'enseignement secondaire.

Recommandations :

Pour P1 : mener une réflexion avec le partenaire flamand concernant les possibilités de recherche

Pour P4 : monter un programme de recherche et établir un pool de chercheurs

### 3.2.2 KRA 2 Education

Tableau 2: Output des interventions pour l'éducation

	P1	P2	P3	P4	P5
Guide de rédaction d'un travail de thèse		1			
Programmes de cours développés				5 ?	2
Développement de livres de texte					1
Modules d'apprentissage				1	1
Curricula mis à jour de façon substantielle				1	1
Manuels de laboratoire	1				

Des 5 projets, les projets P4 et P5 ont donné le plus d'attention à l'éducation. P4 a activement appuyé l'introduction du système LMD dans la faculté de droit. Pendant la première année du projet, deux cours obligatoires ont été organisés par des professeurs flamands : Droit pénal et Droit romain. En deuxième année du projet, trois cours ont été assurés : Droit pénal, Droit romain et Droit international privé. L'intégration de ces cours dans le curriculum de la faculté de droit de l'UB n'est pas encore claire. P5 a organisé deux formations avec des professeurs flamands et adapté le programme LMD pour la formation des ingénieurs en TIC en fonction des besoins des entreprises et de la société. P1 a développé un manuel de laboratoire. Conformément à leur caractère P2 et P3 n'ont pas encore développé des initiatives dans le domaine de l'éducation.

### 3.2.3 KRA 3 Extension

Tableau 3: Output des interventions d'extension

	P1	P2	P3	P4	P5
Atelier ou modules de formation			2	1	2
Dépliants, posters			1	1	
Avis politiques			Oui		

Comme les activités d'extension sont normalement liées à la recherche et ses résultats, l'extension ne s'est pas encore bien développée au cours des deux années passées. P3, P4 et P5 ont développé des modules de formation pour la « Formation en SIG » (P3), pour la « Formation à l'intention du personnel pénitentiaire » (Cerfopax, P4), pour la « Conception, développement et utilisation d'un cours un ligne » et la « Maîtrise des outils de recherche et d'accès à la documentation scientifique » (P5). P3 et P4 ont produit des dépliants et posters pour des colloques et le RPL de P3 est fréquemment sollicité pour donner des avis sur la politique agricole au Burundi.

Les intentions des projets en ce qui concerne l'extension sont intéressantes. P1 veut élaborer des manuels didactiques en sciences de base pour l'enseignement secondaire, P2 l'adaptation du curriculum pour la formation des médecins sur la base des connaissances acquises à travers les recherches, P3 veut installer des champs-écoles pour diffuser les résultats des recherches et former les assistants et agronomes communaux, P4 a l'intention d'établir des cliniques juridiques. On peut s'attendre à ce que, avec la réalisation de ces intentions, la pertinence des projets augmentera.

### 3.2.4 KRA 4 Gestion

Les outputs qui sont libellés « gestion » sont très limités et restreints à quelques protocoles de recherche et d'enquête.

### 3.2.5 KRA 5 Développement des Ressources Humaines.

Tableau 4: Output DRH

	P1	P2	P3	P4	P5
<b>PhD</b>					
En cours		2	1	1	
Réalisés	3				
Pré-doc				1	
<b>Masters</b>					
En cours		2	1		1
Réalisés					
<b>Formation</b>		3	1	1	2
<b>Stages</b>					4

Le programme donne un appui considérable au développement des ressources humaines de l'UB. Au cours de cette phase, un total de 8 personnes auront leur PhD ou seront en train de l'obtenir et 4 personnes seront occupées avec la maîtrise. Les études de PhD sont organisées en « sandwich », approche qui permet une présence en Belgique la plus réduite possible pour garantir une immersion permanente au sein des facultés de l'UB, une pertinence optimale et une préservation au maximum des chances de retour des diplômés au Burundi. Avec les opportunités de plus en plus réduites pour obtenir des bourses d'études, le programme, qui a un horizon assez long, doit planifier très scrupuleusement l'insertion des études de masters et de PhD au long terme dans ses activités. Dans ce contexte, il est important de mentionner la nouvelle politique de la Belgique en ce qui concerne les bourses et qui vise surtout le renforcement des organisations sur place plutôt que les individus, politique qui a des implications importantes pour les potentiels boursiers. On a compris que la BTC/CTB s'occupera plutôt des bourses au niveau de la formation professionnelle et que le VLIR aura le lead en ce qui concerne l'enseignement supérieur. Il n'est pas clair pour les évaluateurs ce qui ça va impliquer pour le programme.

Néanmoins, il faut signaler, sur base des informations reçues au Burundi, que le système de formation 'sandwich' présente quelques inconvénients quant à l'acceptation des candidats à ce système par les partenaires des universités flamandes. Ils trouvent que le temps de séjour en Belgique de 4 mois par an pour une période de 4 ans, soit 16 mois en total, est trop court pour une formation et un encadrement efficaces. Selon les informations du VLIR, la présence en Belgique pour ce type de formation peut être étendue jusqu' à 24 mois.

Les projets ont donné des formations selon leur spécialisation et des membres des équipes des projets ont suivi des stages. En ce qui concerne les formations, il est important de mentionner que les candidats burundais qui veulent suivre une formation ou une étude à l'étranger se sont confrontés fréquemment au problème de la maîtrise de la langue anglaise. Les candidats en maîtrise de P2 ont suivi un cours intensif en Uganda comme préparation pour leurs études. Comme le problème se manifeste à beaucoup d'occasions et comme la maîtrise de l'anglais est devenue une nécessité, il faut considérer, dans la phase suivante, d'inclure l'anglais académique dans le paquet global du programme.

### **Recommandations**

A cause des opportunités réduites d'obtention de bourses, les projets doivent élaborer une planification de long terme des études de maîtrise et PhD pour les (futurs) membres de leurs équipes. Après leur identification, il faut faire en sorte qu'ils soient soutenus par l'UB et puis solliciter un support du CUI.

Il faut aussi considérer l'opportunité d'inclure l'anglais académique dans le programme de la deuxième phase.

### **3.2.6 KRA 6 Infrastructures**

Pour les investissements un montant de €185,000 était prévu pour les 3 années de la première phase avec un montant de €70,000 pour la première année. La distribution du montant se présente comme suit : P1 66%, P2 9%, P3 5%, P4 4% et P5 16%. Elle montre que l'on a priorisé les investissements en infrastructure et équipements pour P1.

Le tableau suivant donne une idée de la distribution des investissements



**Tableau 5: Infrastructures**

	P1	P2	P3	P4	P5
Equipements TIC		Oui	Oui	Oui	Oui
Infrastructures physiques	Oui				2
Equipement labo	Oui		Oui		
Motos					2
Equipement librairie (incl livres)	Oui			Oui	Oui

### 3.2.7 KRA 7 Mobilisation des ressources

Les efforts faits et les résultats obtenus en ce qui concerne la mobilisation des ressources par les différents projets sont très variables. Ils sont très faibles pour (P1) et très considérables, aussi en dehors des options les plus proches comme VLIR et BTC pour P2. De l'opinion des évaluateurs, la nécessité de mobiliser des fonds externes est évidente. Bien que le montant disponibilisé par VLIR soit considérable, il reste très limité en comparaison avec les besoins de l'UB. L'incertitude concernant la disponibilité des bourses pour les membres des différents projets montre que la disponibilité des fonds additionnels est une condition intournable pour le succès des projets. A plus long terme, quand le présent programme arrivera à sa fin, il sera aussi nécessaire d'acquérir des fonds pour la continuité des programmes de recherche montés. Pour cette raison, il est très important de développer la capacité de mobiliser des ressources pour les personnes impliquées dans le programme. Aussi, les évaluateurs proposent qu'une formation soit organisée pendant la prochaine phase pour la préparation des propositions, pour le développement des connaissances en ce qui regarde les opportunités de financement et une formation « on the job » où les chercheurs sont accompagnés pendant l'élaboration des propositions.

#### Recommandation

Organiser une formation pour renforcer les capacités d'acquisition (préparation de propositions, opportunités de financement, formation on the job)

## 3.3 Analyse du programme et de sa gestion

### 3.3.1 La conception du programme

Le programme du VLIR IUC a une approche qui met au centre la demande en invitant les universités du sud à proposer un programme de coopération pour lequel elles sélectionnent des universités partenaires flamandes. Le processus de formulation est bien conçu et les partenaires ont eu l'occasion d'élaborer ensemble le programme et les projets en appliquant le comme outil de formulation. Les évaluateurs ont fait quelques observations concernant le résultat de ce processus.

On a constaté que l'intérêt et la collaboration du rectorat et des différentes facultés sont bien réels et que les projets sont bien intégrés dans les institutions de l'UB. Il est toutefois dommage que la Direction de Recherche ait montré peu d'intérêt pour un programme qui focalise son attention sur la recherche.

Les adaptations faites en cours d'exécution ont déplacé l'attention focus du projet de l'expérimentation à l'observation : la collecte d'informations et des données devenant ainsi la base du projet.

L'équipe du projet SDeR, P3, a dû décider d'adapter considérablement le design du projet parce qu'il était beaucoup trop ambitieux pour les ressources disponibles. Le VLIR a été flexible et a donné toute la liberté pour adapter le design du projet de l'expérimentation à l'observation, la collecte d'informations et des données. Et alors, il n'y a pas de problème actuellement. L'exemple de P3 montre qu'il est aussi bien possible que dans des autres projets on rencontre des éléments qui ne sont pas bien adaptés. Ceci est bien compréhensible parce que les partenaires, avant de commencer, ne se connaissent pas. Pour optimiser le processus de formulation, les évaluateurs proposent que, pour les programmes nouveaux, l'on inclut une phase pilote de 3 ou 6 mois. L'exécution des projets commence sur la base d'un document qui a été élaboré ensemble, mais pendant le période pilote où les partenaires ont l'opportunité de mieux connaître les circonstances et les compétences, on a la possibilité d'affiner le design du projet et à la fin de la période pilote on le finalise. De l'opinion des évaluateurs, une telle procédure donne une base plus solide aux projets.

En analysant les cadres logiques et les rapports concernant les résultats intérimaires, les évaluateurs ont constaté que la qualité du cadre logique de P1 est faible. Les activités ne sont pas systématiquement liées aux résultats et la plupart des indicateurs ne sont pas quantifiés. En plus, on n'a pas fait une distinction entre les différents départements, ce qui rend la planification et le suivi moins clairs. Selon les informations obtenues, la formation en Project Cycle Management (PCM) et en cadre logique n'a pas été adéquate et suffisante pour des personnes qui ne connaissent pas la méthode. Pour le P4, la distinction des résultats était un problème apparemment et les résultats d'enseignement, de renforcement des capacités et des indicateurs ont été confondus. Ça vaut la peine de renforcer les connaissances dans ce domaine comme c'est un instrument fort pour la planification et le suivi. Bien qu'on ne puisse pas imputer les résultats décevants à un cadre logique mal fait, il est sûr qu'un projet bien formulé dans un cadre qui est vraiment logique, facilite la mise en œuvre et augmente la probabilité de résultats positifs.

Un des points forts du programme VLIR-CUI est sa durée de 12 ans, ce qui permet de vraiment travailler sur le développement des capacités. Bien que les fonds disponibles chaque année soient limités en comparaison avec les besoins, à long termes ce sont de fonds considérables. Dans ce contexte une vision à long terme est nécessaire, vision partagée avec les membres des équipes, une perspective de ce que l'on voudrait atteindre à long terme, par exemple en termes de staffing pour P1

et P4 et ce que le projet peut contribuer. Ça facilite la priorisation et la planification et il indique les besoins additionnelles pour lesquels on devra développer des initiatives pour acquérir un appui.

L'intention du programme VLIR-CUI est de créer une valeur ajoutée au programme à travers la création de synergies entre les projets. Dans le présent programme, le projet P5, projet transversal, a cette caractéristique. Pour les autres projets il faut rechercher les opportunités de synergies. Au début il n'y a pas eu d'exercice commun pour rechercher les synergies possibles, mais en travaillant, P2 et P3 ont trouvé des possibilités de collaboration et ils utilisent, par exemple, les mêmes échantillons. En plus, santé et sécurité alimentaire sont des sujets qui s'intègrent facilement et plus de synergies pourront être trouvés dans l'avenir. Les évaluateurs ont compris que les équipes des projets ont l'intention d'avoir un brainstorming concernant les possibilités de créer plus de synergies. On pourrait explorer les possibilités de synergie entre le droit et la sécurité alimentaire/droits des paysans et le droit et santé/droits des patients. Activité pour une clinique juridique? Pour le P1 on peut s'imaginer qu'il y a des possibilités de synergie pour biologie/écologie avec P3.

#### Recommandations

- Que VLIR considère l'option d'inclure une phase pilote dans les programmes qui seront montés dans l'avenir
- Organiser une formation en PCM et cadre logique pour les équipes des projets
- Que P1 et P4 élaborent une vision de long terme pour le développement de leurs facultés en termes de staff (P1 et P4) et d'infrastructures
- Organiser le plus vite possible une session avec toutes les équipes de projet pour la recherche des synergies possibles

### 3.3.2 La mise en œuvre du programme

La mise en œuvre du programme a été souple en général. Le programme est bien intégré dans les entités de l'UB et il y a une bonne collaboration entre les partenaires burundais et flamands. Les RdPs des deux côtés sont bien impliqués. Bien sûr, au début, on a eu besoin d'une période pour s'habituer au programme et ses procédures et règles et il y avait des postes comme celui du gestionnaire local du programme qui étaient occupés par des personnes qui n'étaient pas les plus capables. Mais les interventions requises ont été faites et maintenant la mise en œuvre est correcte en général.

De la façon dont il est mis en œuvre maintenant, le programme est en grandes lignes la propriété des coordinateurs, des gestionnaires et des RdPLs et RdPFs et dans quelques cas comme P2, P3 et P5 du côté burundaise, d'un nombre limité des membres des équipes. L'implication des autres membres mentionnés dans les documents des projets est très faible ou non existant. Ceci est dû partiellement à une interprétation fautive de la signification de membre d'équipe, qui était interprété comme condition pour être éligible pour la participation dans les activités. Il est pourtant important de créer des vraies équipes de projet avec des membres actifs, porteurs du projet.

Bien que l'intérêt du rectorat dans le programme soit grand, il y a eu des retards dans la mise en œuvre des études à cause de processus lents pour les engagements, par l'UB, des candidats pour les postes d'assistants de recherche ou d'enseignement. Une autre cause importante des retards et des dépenses précipitées est constituée par les retards dans la disponibilité des fonds par VLIR. Au début de l'année, les activités stagnent par manque de liquidité et l'avancement des activités de recherche sur terrain, des travaux relatifs aux infrastructures et l'achat des biens est gêné et des retards en sont la conséquence. A la fin de la deuxième année, deux tiers du budget annuel ont été

dépensés dans les trois derniers mois. Cela cause des déséquilibres. On a compris que le problème est au niveau de la politique belge et en dehors des compétences du VLIR, mais cette situation cause des problèmes considérables.

Pendant les deux premières années, y inclus le période de démarrage qui prend toujours du temps, les projets ont fait un certain progrès et avec un effort extra (P1 manuel de labos, P4 pool de chercheurs et cliniques juridiques) les résultats intérimaires seront pu être réalisés dans les grande lignes. C'est certainement positif si on considère que les responsables du programme et des projets sont surchargés à cause de cette tache additionnelle. Le renforcement des capacités des projets P2, P3 et P5 a déjà souffert d'un retard d'un an à cause de la lenteur dans le recrutement des assistants et les difficultés de trouver des bourses.

Les évaluateurs ont constaté que le degré d'appropriation dans les projets est satisfaisant et que les RdPLs prennent leurs responsabilités et dirigent de plus en plus les opérations. En ce qui concerne le dynamisme interne des projets, on constate qu'il diffère entre les projets. Les projets P2, P3 et P5 se caractérisent par une ouverture et une attitude orientées vers la collaboration avec d'autres partenaires et des efforts de mobilisation de ressources. Il est vrai que le caractère de ces projets avec un focus clair (P2 et P3) et un environnement bien dynamique (P5) est peut-être plus favorable à ce dynamisme, mais il serait bon que tous se laissent inspirer par les exemples pour améliorer la performance du programme.

#### *Recommandations*

Pour le rectorat : Donner la priorité au recrutement des assistants liés au programme

Pour VLIR : mettre un effort particulier pour éviter les décaissements tardifs (avance au début de l'année budgétaire quitte à le rembourser progressivement au cours de l'année)

### **3.3.3 La nature du programme**

#### *Qualité*

La qualité des designs (montages) des projets est variable. Le projet P2 est bien conçu avec un bon focus sur la recherche et l'application de ses résultats, y inclus le potentiel de multiplication, une bonne intégration dans le système de santé et la perspective de création d'une bonne capacité de base dans le département de santé public de l'UB. Le projet P3 a des caractéristiques comparables avec P2. Le projet P5 est très pratique et contribue d'une façon équilibrée au renforcement du système TIC à l'UB. Projet P1 connaît un grand défi avec l'ambition d'appuyer toute la faculté des sciences. De l'opinion des évaluateurs le design du projet manque une vision à plus long terme et une stratégie de priorisation des interventions dans les différents départements au long d'un « time line » afin d'obtenir des meilleurs résultats. Avec la présente approche de « tout à la fois » on risque de disperser les ressources avec un impact négatif sur les résultats. Projet P4 s'occupe aussi de toute la faculté de droit. Il est bien conçu en principe, avec des activités prévues dans les domaines de l'enseignement/recherche, le renforcement des capacités et l'extension. Ici, selon les évaluateurs, il manque la perspective de long terme pour la relève des membres du staff qui vont partir à la retraite.

Le programme joint l'UB à des institutions et personnes qui sont renommés dans les différentes disciplines couvertes par le programme. Ainsi les études de maîtrise et de doctorat ont une marque de qualité et la bonne collaboration et le dévouement des membres des équipes, les conditions pour avoir des résultats de qualité sont bien présentes.

### *Efficacité*

Après seulement 2 ans de mise en œuvre, il est tôt pour parler d'efficacité des projets. Pourtant, la qualité du design d'un projet est un bon indicateur pour la perspective d'un projet efficace. Un projet bien conçu, sur base d'un bon diagnostic de la situation et aidé par l'application du cadre logique qui lie, d'une façon systématique, les objectifs aux activités à entreprendre, sera efficace, pourvu que la mise en œuvre soit correcte. Par conséquent, les prévisions de l'efficacité des projets sont en conformité avec ce que l'on a dit en relation avec la qualité de leur conception. Les publications qui sont déjà faites sont un signe précurseur positif pour l'efficacité que l'on peut attendre des projets.

Au niveau du programme, le degré des synergies entre les projets a une influence sur l'efficacité et aussi sur l'efficience. Nous avons vu que le programme a un potentiel de créer plus de synergies et a l'intention de les réaliser.

### *Efficience*

Le manuel de gestion avec des procédures et règles bien claires fournit une bonne base pour le montage et la mise en œuvre efficiente du programme. En plus, la bonne coopération entre les partenaires évite que l'efficience soit affectée négativement. Les évaluateurs ont aussi constaté qu'entre les membres des équipes des projets, il existe une sensibilité pour la recherche de l'efficience comme, par exemple, la location d'une maison au lieu d'utiliser un hôtel.

Il y a quand même quelques circonstances qui ne supportent pas l'efficience :

Comme déjà mentionnés plus haut :

- Les retards dans les recrutements des assistants
- Les difficultés et l'incertitude sur le financement des masters et PhD
- Les retards dans le déblocage des fonds à fournir par VLIR
- Utilisation limitée des opportunités de créer des synergies

Autre :

- La digitalisation des données de recherche est effectuée par des assistants qui sont hautement qualifiés et avec un agenda chargé. Il serait plus efficient que des étudiants fassent ce travail avec une petite motivation pécuniaire. Outre l'amélioration de l'efficience ceci fournirait une opportunité aux étudiants d'être impliqués dans des activités de recherche.

On constate que la gestion du programme est efficiente en générale, qu'il y a des circonstances indépendantes des gestionnaires du programme et des projets qui affectent l'efficience négativement et qu'il y a quand même des opportunités pour améliorer légèrement l'efficience.

### *Durabilité*

Avec la capacité économique limitée du Burundi et par conséquent les faibles budgets de l'UB, la prévision de la durabilité des investissements n'est pas évidente. En ce qui concerne les investissements dans les infrastructures et équipements TIC, on peut s'attendre à ce que les utilisateurs s'habituent aux possibilités et avantages de l'outil et que sa disponibilité devient un facteur incontournable, ce qui en fera une priorité.

Tous les projets sont bien intégrés dans leurs facultés, ce qui contribue à la durabilité de ses résultats. Les activités de recherche répondent à une demande réelle et les résultats seront utilisés pour renforcer les systèmes de santé et de l'agriculture à travers l'implication des institutions

gouvernementales. En plus, les domaines de recherche sont aussi bien pertinents qu'ample, ce qui fait qu'il y aura des opportunités pour d'autres recherches avec un potentiel pour le financement.

La stabilité du personnel qui a renforcé ses capacités à travers les études et les recherches réalisées est un facteur clé pour la durabilité. Les conditions salariales dans le secteur privé ou à l'étranger et au Burundi, mais aussi dans les ministères, sont meilleurs en générale et exercent une forte attraction pour les diplômés. Les différences entre l'UB et les opportunités en dehors de l'UB varient et dépendent du secteur concerné.

Les barèmes de l'UB ont récemment connus une augmentation considérable, surtout aux niveaux plus élevés comme des professeurs. Les barèmes à ce niveau ont augmentés d'environ 150% en comparaison avec les barèmes antérieurs de 2008. Au niveau des assistants les augmentations sont moins élevés et sont d'environ 40%. Au-delà de cette augmentation il y a l'amélioration des conditions de travail en des termes physique comme la disponibilité d'équipements et internet, mais surtout la présence d'un programme de recherche avec des opportunités d'un développement continu avec des contacts internationaux. Selon les informations obtenues des personnes qui sont liées aux recherches, la combinaison de ces nouvelles conditions est assez attractive.

### **3.3.4 La gestion du programme**

L'élément essentiel pour la gestion du programme est constitué par les coordinateurs du programme (CF & CL), le gestionnaire du programme (GP) et les responsables des projets (RdPs). Pour l'intégration du programme dans les facultés, les doyens sont essentiels. A l'exception du début du programme où le GP local n'avait pas les capacités requises, la gestion de programme se déroule bien. Après une période d'accoutumance aux procédures et règles du programme, les responsables accomplissent leurs tâches de façon adéquate, collaborent bien avec leurs partenaires et sont en train de s'améliorer. Le manuel des procédures de gestion est un bon guide qui est bien appliqué. Le directeur de la recherche de l'UB pourrait s'impliquer plus avec ce programme qui probablement va donner une impulsion à la recherche au niveau de l'université.

Le présent GP joue un rôle clé dans les affaires administratives et les rapports financiers mensuels sont fournis en ordre et à temps. Les rapports annuels narratifs nécessitent encore une amélioration en ce qui concerne leur ponctualité.

Bien que la règle qu'il faut trois offres pour un marché soit apprécié, il est d'expérience des RdPLs qu'ils ne permettent pas toujours de faire le choix opportun. Le prix étant le critère dominant, on n'acquiert pas toujours les meilleurs équipements et services. Les évaluateurs ont compris que c'était aussi le cas avec la formation pour le cadre logique. Il est possible que les règles pour les appels d'offre ne sont pas tout à fait claires pour les RdPLs parce que, de la part du VLIR, on a informé les évaluateurs que si elles sont bien motivées on peut accepter des offres avec des prix plus élevés.

Le principal problème en ce qui concerne la gestion est constitué par les retards dans l'exécution des budgets, retards qui se développent principalement en dehors de l'influence des responsables du programme et des projets et qui sont liés aux retards dans les recrutements des assistants, les difficultés et l'incertitude sur le financement des Masters et PhD et les retards dans le déblocage des fonds à fournir par VLIR. Les conséquences sont un degré d'inefficience qui est à déplorer et des dépenses inférieures aux budgets disponibles. Ce sont des fonds perdus pour le programme et par voie de conséquence pour l'UB.

Le problème n'est pas complètement indépendant des gestionnaires. Une meilleure planification pourrait atténuer le problème. Il est pourtant nécessaire, en dépit de la difficulté de l'exercice, de mieux planifier les activités et les budgets annuels.

Les tableaux ci-dessous montrent respectivement les budgets et les dépenses pour la première année du programme et les budgets disponibles pour la première phase de trois années. Les données de la deuxième année ne sont pas encore disponibles. Le tableau 7 montre que P1 a eu des dépenses légèrement supérieures aux budgets et que les autres étaient inférieures. Le montant total qui n'était pas dispensé est € 55.056, soit presque 20% du budget disponible.

**Tableau 6 : Budget AP et dépenses année 1**

	Investissements		Fonctionnement		Bourses		Déplacements intern.		Frais de séjour		Frais d'expédition		Total par projet	
	AP	Dépns	AP	Dépns	AP	Dépns	AP	Dépns	AP	Dépns	AP	Dépns	AP	Dépns
P1	49,440	47,623	20,000	20,499	0	400	4,000	7,611	4,522	4,377	1,000	1,609	78,382	82,121
P2	7,800	5,283	15,667	13,060	8,750	16,366	3,250	1,653	7,281	1,187	500	0	44,790	37,549
P3	8,500	3,700	36,563	15,141	1,000	0	7,600	4,910	2,324	10,413	0	0	55,987	34,417
P4	4,500	3,581	15,911	11,862	14,185	1,290	3,600	6,082	6,594	3,960		604	44,790	27,381
P5	16,482	10,899	29,089	14,569	7,500	6,402	3,600	4,665	3,549	3,336	750	748	55,988	43,413
Total	70,240	60,187	117,230	75,131	31,435	24,458	22,050	24,921	24,270	23,273	2,250	2,961	279,937	224,881

**Tableau 7 : Budgets approuvés dans l'AP pour les années 1,2 et 3**

	Investiss.	Fonctionn.	Bourses	Déplacem	Frais de	Total par
				intern.	séjour	projet/progr
P1	122,440	71,693	38,950	17,200	25,459	284,358
P2	17,418	62,732	34,450	13,350	25,498	162,490
P3	8,500	107,424	57,625	22,800	9,387	203,114
P4	7,500	47,054	69,645	12,300	19,866	156,365
P5	29,500	81,700	67,110	10,900	10,675	203,114
Total progr	185,358	370,603	267,780	76,550	90,885	1,009,441

*Recommandation*

Mieux planifier les activités et budgets annuels pour éviter les dépenses inférieures aux budgets disponibles



## 4 Recommandations

### 4.1 Recommandations au niveau des projets et du programme

*Projet 1: Appui à l'enseignement et à la recherche en sciences de base*

L'équipe a donné la priorité aux investissements en infrastructures, équipements et consommables. Le focus immédiat doit être porté sur la mise en œuvre des investissements et une réflexion sur une approche plus équilibrée.

- Rendre les investissements effectifs le plus vite possible. A cette fin il faut:
  - Elaborer des guides des TP
  - Mettre les laboratoires et les consommables en ordre
  - Réaliser la formation en pédagogie universitaire
- Analyser l'opportunité d'inclure la recherche dans l'avenir (pour attirer les jeunes chercheurs belges)
- Avec le projet actuel, on risque de perdre une opportunité intéressante/importante en voulant faire beaucoup avec peu de ressources. Les évaluateurs recommandent de reconsidérer la stratégie de mise en œuvre du projet. A cette fin on propose de :
  - Définir les conditions minimales pour une formation acceptable par département
  - Budgétiser les investissements nécessaires pour chaque département
  - Estimer l'importance de chaque discipline pour l'UB /communauté
  - Confronter les options avec les ressources financières disponibles, y inclus l'option de chronologies différentes pour les appuis aux différents départements
  - redessiner le projet

*Project 2: Santé communautaire rurale*

L'exécution du projet P2 est en bonne voie, des résultats attendus intéressants sont en voie d'être atteints. Les évaluateurs recommandent ce qui suit :

- Continuer le bon travail qui est en train d'être réalisé pour atteindre rapidement les résultats attendus et les partager avec les autres potentiels utilisateurs
- A l'avenir, mieux quantifier les indicateurs dans le cadre logique
- Capitaliser les acquis, renforcer les partenariats existants et les étendre si possible
- Donner toute l'attention nécessaire à la mobilisation des fonds pour les Masters en vue de renforcer les capacités de l'équipe du projet pour atteindre le plus rapidement possible les résultats attendus.

*Project 3: Sécurité Alimentaire pour le Développement Rural dans les provinces du Nord du Burundi (SADeR)*

La modification du design du projet lui a permis de se recentrer sur des aspects très importants de connaissance des systèmes d'exploitation et devrait éclairer les décideurs sur les choix à prendre en matière d'orientation des cultures. Les évaluateurs recommandent à l'équipe du projet de :

- Continuer le bon travail qu'elle est en train de réaliser

- Mieux quantifier les indicateurs dans le cadre logique afin de permettre une bonne exécution et un bon suivi des progrès réalisés.
- Consolider le système de motivation des fermiers qui participent au projet et appliquer une certaine flexibilité.
- Appuyer la saisie et le traitement des données pour alléger le travail des assistants (qui le font actuellement) mais qui pourraient se consacrer à d'autres tâches plus intellectuelles.
- Contractualisation de l'assistant qui pour le moment est supporté par le projet mais qui doit, pour être motivé et stable devrait être engagé par l'UB comme assistant d'enseignement.
- Impliquer plus les autres départements de la faculté (conscients) dans le projet pour qu'il y ait une véritable interdisciplinarité.

*Project 4: Appui au renforcement des capacités de formation et de recherche de la Faculté de Droit et du CERFOPAX de l'Université du Burundi*

Le projet a réalisé des activités qui sont importantes pour la continuité de la faculté de droit et qui représentent un premier pas pour le développement d'un programme de recherche et d'extension. Il est nécessaire d'effectuer les plans pour la recherche et l'extension et d'y impliquer le staff et les étudiants. Les évaluateurs recommandent que :

- Des démarches concrètes soient faites pour impliquer davantage le Cerfopax dans les activités du projet afin qu'il puisse réellement se sentir co-responsable
- Des actions soient entreprises pour mieux impliquer les membres de l'équipe du projet notamment les autres professeurs /enseignants
- De faire une planification élaborée pour démarrer le programme de recherche et les cliniques juridiques et mettre le plan en œuvre. Dans le plan, faire beaucoup d'attention sur les démarches concrètes pour impliquer le staff et les étudiants
- D'élaborer un plan long terme pour préparer la relève au niveau des enseignants/professeurs

*Projet 5 : les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) et la Bibliothèque*

Le projet a déjà fait beaucoup de réalisations et a su créer des synergies efficaces avec les autres projets intervenants dans le même secteur. Aussi les évaluateurs recommandent ce qui suit :

- Développer des stratégies pour stabiliser les staffs impliqués dans le secteur des TIC car c'est un domaine nouveau, attractifs et où la concurrence extérieure est rude pour les meilleurs éléments
- Continuer à former les utilisateurs des TIC (enseignement, Recherche, documentation, ..) afin de rentabiliser l'infrastructure qui est entrain d'être mise en place
- Créer des groupes d'échanges sur les TIC et leurs applications (web, cours, Bases de données, etc.) pour pouvoir rester à jour dans un secteur qui évolue très rapidement
- Elaborer un plan de maintenance des équipements
- Elaborer une politique d'accès au réseau. Les utilisateurs devenant de plus en plus nombreux, il est indispensable de réguler l'accès au réseau.
- Améliorer la circulation de l'information sur les opportunités en place /TIC pour une meilleure rentabilisation des investissements dans ce secteur
- Organiser des recyclages réguliers (évolution rapide) pour faire face à l'évolution rapide du secteur

- Procéder à la protection électronique des ouvrages /bibliothèque car la menace de fuites et pertes est bien réelle
- Inventorier les utilisateurs, leur typologie et prendre des mesures appropriées par type/catégorie d'utilisateurs.

### *Programme*

Le programme est composé de cinq projets. Deux projets, P2 et P3, se concentrent sur la recherche et l'extension et deux projets, P1 et P4, ont leur focus actuel plutôt orienté sur l'enseignement. Les deux derniers fournissent, entre autres, un support en préparant de futurs enseignants qui sont en formation. Le cinquième projet se consacre au renforcement de l'infrastructure en technologies de l'information et de la communication (TIC).

Après deux années de mise en œuvre, les projets P2 et P3 ouvrent une perspective d'un programme solide de recherche avec une bonne composante d'extension et une rétroaction aux programmes de formation à l'UB. Les programmes de recherche et d'extension des projets P1 et P4 doivent encore se concrétiser. Avec 8 PhDs et 4 Masters, le programme donne une bonne contribution au renforcement des capacités dans ce stade initial. Pour P1 et P4 qui s'adressent à une faculté, entière la stratégie de créer la capacité requise n'est pas claire. A l'exception de P5 qui a un caractère transversal, les synergies entre les projets sont encore limitées et doivent être renforcées en vue de la création d'une valeur ajoutée au programme.

Les évaluateurs recommandent ce qui suit :

Pour P1 : mener une réflexion avec le partenaire flamand concernant les possibilités de recherche

Pour P4 : monter un programme de recherche et établir un pool de chercheurs

A cause des opportunités réduites d'obtention de bourses, les projets doivent élaborer une planification de long terme des études de maîtrise et PhD pour les (futurs) membres de leurs équipes.

Que P1 et P4 élaborent une vision de long terme pour le développement de leurs facultés en termes de staff (P1 et P4) et d'infrastructures

Organiser une session avec toutes les équipes de projet pour la recherche des synergies possibles

Pour éviter les dépenses inférieures aux budgets disponibles, mieux planifier les activités et budgets annuels.

## 4.2 Recommandations pour VLIR-UOS et Phase II

Au cours des deux années écoulées, le programme a fait du bon progrès en général. La mise en œuvre des projets P2, P3 et P5 est bien en lancée bien que P2 et P3 connaissent quelques retards à cause des raisons administratives qui ne leur sont pas directement imputables. Bien que P1 et P4 aient développé assez d'activités et ont connu quelques réussites, il est nécessaire d'améliorer leur performance. P1 nécessite une réflexion en ce qui concerne la stratégie de mise en œuvre du projet. Au chapitre 3.1.1 les évaluateurs proposent une approche pour l'intervention. P4 doit élaborer un programme de recherche et organiser une équipe de chercheurs pour sa réalisation. Le volet Cerfopax a connu une faible mise en œuvre probablement à cause de l'absence d'un directeur. De l'avis des évaluateurs, Cerfopax doit prouver, dans le période qui reste pour la première phase, qu'il a la capacité et l'intérêt de s'investir dans le projet.

On peut présager que le programme, en mettant en œuvre les changements proposés par les évaluateurs, va réaliser la plupart de ses objectifs pour la première phase et les évaluateurs recommandent que l'on puisse permettre à l'équipe BU-CUI de planifier la deuxième phase du programme.

Pour le temps qui reste de la première phase et pour la formulation de la seconde période les évaluateurs recommandent ce qui suit ;

L'effectivité et l'efficience du programme ont été négativement influencées par les décaissements tardifs par VLIR-UOS au programme. Bien que l'on comprenne que les causes de ces retards sont en dehors de son influence directe, les évaluateurs proposent que VLIR-UOS fasse tout son possible pour éviter ces retards.

La faible maîtrise de l'anglais par la grande majorité des étudiants et staff de l'UB constitue un obstacle pour l'accès facile à la littérature et aussi aux réseaux scientifiques dans la région. Aussi les évaluateurs recommandent de considérer l'opportunité d'inclure l'anglais académique dans le programme de la deuxième phase.

La capacité d'acquérir des ressources pour réaliser des recherches et d'autres activités est une condition préalable pour continuer et développer les initiatives déclenchées par le programme. Les projets ont montré qu'ils disposent de cette capacité dans une certaine mesure, mais il est nécessaire de la renforcer et répandre à toutes les équipes des projets. Les évaluateurs recommandent d'intégrer, dans la deuxième phase, une formation pour renforcer les capacités d'acquisition (préparation de propositions, reconnaître les opportunités de financement, formation on the job)

Project Cycle Management (PCM) et le cadre logique sont des instruments solides pour la formulation et la gestion de projets. Les évaluateurs ont constaté que, en dépit d'une formation fournie dans la phase de la formulation du programme, la maîtrise de ces instruments au niveau des différents projets varie de fort à faible. En vue de préparer une bonne base pour la gestion des projets, on propose d'organiser une formation en PCM et cadre logique pour les équipes des projets. Les évaluateurs recommandent aussi que VLIR-UOS surveille la qualité des formulations des différents projets avec leurs cadres logiques.

Le processus de préparation des nouveaux programmes est bien conçu. Néanmoins, dans une situation où les partenaires doivent se familiariser avec leurs nouveaux collègues et le contexte du nouveau programme on ne peut pas tout saisir dans la courte période qui est consacrée à la formulation des programmes. Pour cette raison les évaluateurs recommandent que VLIR-UOS considère, pour les programmes qui seront montés dans le futur, l'option d'inclure une phase pilote de 3 à 6 mois dans les programmes. Cela donne l'opportunité aux collègues de se connaître et connaître le contexte avant de clôturer la version définitive du programme.

## Annexe 0: Liste des personnes rencontrées

### BURUNDI

Nom et prénom	Institution	Fonction
1. HAKIZA Gaston	Université du Burundi	Recteur UB
2. BIGAWA Samuel	Faculté des Sciences	Coordonnateur Programme
3. BARANCIRA Thaddée	Faculté des Sciences	Gestionnaire du programme
4. NIZIGIYIMANA Libérate	Faculté des Sciences	Doyen Fac Sciences Membre
5. NTAKIMAZI Gaspard	Faculté des Sciences	Responsable du projet P1
6. NKURUNZIZA Mévenus	Département Math	Membre P1
7. GAHUNGU Godefroid	Chef département Chimie	Membre P1
8. BATURURIMI Léonard	Conseiller du recteur en NTIC	Responsable P5
9. AKIMANA Rachel	Professeur à la faculté des Sciences	Membre P5
10. NIZIRAZANA M.Rose	Bibliothécaire en chef	Membre P5
11. NKESHIMANA Michèle	Chef département TIC	Membre P5
12. BAPFUNYA Eloge	Administrateur réseau UB	Membre P5
13. MAKOROKA Stany	Prof. Droit	Responsable du P4
14. BARAMBONA J. Marie	Doyen Fac Droit	
15. NDIKUBAGENZI Jacques	Prf. Fac Médecine	Responsable P2
16. NKURUNZIZA Sandra	Assistant de Recherche	Assistant P2
17. NDAYISABA Gabriel	Doyen Fac Médecine	
18. NDARUHUTSE Jérôme	OMS	
19. NDIMUBANDI Jean	Prof. FAC AGRO	Responsable du P3
20. NIRAGIRA Sanctus	Assistant de Recherche	Assistant Projet 3
21. Guy BOREUX	Premier secrétaire de la Coopération au Développement	
22. Luc GEYSELS	Coordonnateur Programme Santé	
23. BAERT Theofiel	Ministre Conseiller	
24. MATTHYS Kaat	Chargé de programmes – Coopération au Développement	
25. DEDEURWAERDERE Ann	Operation advisor – BTC Brussels	
26. KARONKANO Jean	Chargé de programme santé	

27. Mbazumutima Remy	Agronome communal de Gashikanwa
28. Ndikuriyo Antoine	Assistant agricole de Gashikanwa
29. Ntahnkuriye Marie Rose	Femme participante au P3
30. Simbayoye Anicet	Assistant agricole Mwumba
31. Barasengeta Remy	Assistant agricole Mwumba

## BELGIQUE

Nom et prénom	Institution	Fonction
32. Reyntens Filip	Universiteit Antwerpen	Coordinateur programme
33. Rogiers Joseph	K.U.Leuven	Responsable du projet P 1
34. Van Geertruyden Jean-Pierre (UA)	K.U.Leuven	Responsable du projet P 2
35. Van Orshoven Jos	K.U.Leuven	Responsable du projet P 3
36. Sagaert Vincent	K.U.Leuven/UA	Responsable du projet P 4
37. Van Biesen Leo	V.U.Brussel	Responsable du projet P 5
38. Vermeiren Marjan	Universiteit Antwerpen	Assistant gestionnaire
39. Goossens Christophe	VLIR-UOS	Programme Officer
40. Vervisch Thomas	VLIR-UOS	Programme Officer

## Liste des participants à la séance de restitution du 22 avril 2013

Nom et prénom	Fonction dans le programme
1. BIGAWA Samuel	Coordonnateur Programme
2. BARANCIRA Thaddée	Gestionnaire du programme
3. NTAKIMAZI Gaspard	Responsable du projet P1
4. BATURURIMI Léonard	Responsable du projet P5
5. MAKOROKA Stany	Responsable du P4
6. NDIKUBAGENZI Jacques	Responsable P2
7. NKURUNZIZA Sandra	Assistant P2
8. NDIMUBANDI Jean	Responsable du P3
9. NIRAGIRA Sanctus	Assistant Projet 4
10. AKIMANA Rachel	Responsable adjoint P5
11. GAHUNGU Godefroid	Membre du projet P1
12. NIZIRAZANA M. Rose	Membre du projet P5
13. VAN BAREN Ben	Evaluateur
14. NTAGUNAMA Frédéric	Evaluateur

## Annexe 1: Analyse Cadre Logique Projet 1 : Appui aux Sciences

I. objectifs généraux (og)		Indicateurs et cibles	Sources d'information	Hypothèses
<b>objectif académique général:</b>				
La qualité de l'enseignement et de la recherche en sciences est de niveau international				
<b>Objectif de développement général (si applicable)</b>				
Le nombre de cadres qualifiés en sciences de base pour le secteur public et privé a augmenté		Amélioration des conditions de travail pour une formation académique profonde. augmentation du nombre des cadres formés par la faculté.	Visites de laboratoires et de salles de cours Évaluation de la qualité de l'enseignement Nombre des lauréats	Des instruments pour une évaluation de l'enseignement supérieur sont mis en place
II. Objectifs spécifiques		Indicateurs et cibles	Source d'information	Hypothèses
<b>Objectif académique spécifique</b>				
Amélioration de la qualité de l'enseignement et de la recherche à la faculté des sciences y compris la pharmacie	<b>a1</b>	Nombre de titulaires qualifiés	Annuaire de la faculté	
	<b>a2</b>	Nombre de syllabus, livres et revues disponibles	Catalogues en bibliothèque	
	<b>a3</b>	La revue de l'université série sciences exactes paraît régulièrement (2 fois/an) et le nombre de publications a augmenté de 20 % par rapport à l'existant.	Catalogues en bibliothèque + rapport d'activités des professeurs	
<b>Objectif de développement spécifique (si applicable)</b>				
III. Résultats intermédiaires (Ri)		Indicateurs et cibles	Source d'information	Hypothèses
<b>(1) Ri de recherche et enseignement (si applicable)</b>				



<b>RI 1</b>	La qualité des travaux pratiques et de terrain est améliorée	1.1.	Guides pour travaux pratiques disponibles	Catalogue en bibliothèque	Assistants ou chef de travaux ont le temps pour développer des nouveaux travaux pratiques. Équipement de laboratoire est disponible. Photocopieuse est disponible
		1.2.	Équipement de labo et consommables sont disponibles	Inventaire des départements	
		1.3.	Réhabiliter les hottes et les tuyauteries dans le laboratoire de chimie	Inventaire des départements	
		1.4	Matériel bureautique est disponible	Inventaire des départements	
		1.5.	Installation d'un générateur électrique	Inventaire des départements	
<b>RI 2</b>	Conditions de l'enseignement sont améliorées	2.1	Installation d'équipement audiovisuel dans les salles de cours	Inventaire de la faculté des sciences	Les salles de cours sont bien sécurisées
<b>RI 3</b>	La formation continue des enseignants est assurée	3.1.	Nombre de sessions de formation à l'université du Burundi	Rapports de stage	
		3.2.	Bourse de stage de perfectionnement en Flandre	Rapports d'activités	
		3.3	Stages de recherche et de perfectionnement	Rapports d'activités	
		3.4	Organisations des séminaires spécialisés de recherche	Rapports d'activités	
		3.5.	Abonnements à des revues scientifiques	Catalogue en bibliothèque	
<b>RI 4</b>	L'école doctorale est appuyée	4.1.	Nombre de professeurs visiteurs	Annuaire de la faculté	L'installation de l'école doctorale est approuvée
		4.2.	1 étudiant, projet de thèse	Direction des services académiques	
		4.3.	Appui administratif		
<b>RI 5</b>	L'utilisation des méthodes modernes dans l'enseignement est effective	5.1.	Nombre d'ordinateurs acquis et fonctionnels	Inventaire des départements	
		5.2.	Nombre d'ordinateurs connectés sur internet	Inventaire des départements	
		5.3.	Nombre de sessions de formations en pédagogie universitaire	Rapport d'activités	

<b>(2) RI de renforcement de capacité (si applicable)</b>					
<b>RI 6</b>	La formation des préparateurs et techniciens est assurée	<b>6.1.</b>	Nombre de préparateurs et techniciens formes (5)	Rapport d'activités	
		<b>6.2.</b>			
		<b>6.3.</b>			
<b>(3) RI d'extension (si applicable)</b>					
<b>RI 7</b>	Élaborer des manuels didactiques en sciences de base pour l'enseignement secondaire	<b>7.1.</b>	Nombre de manuels	Inventaire de CRDDS (centre de recherche en didactique et la diffusion des sciences au Burundi)	Bonne communication entre les écoles secondaires et l'Université de Burundi

## Projet 1 Réalisations

### Objectives/IRs/Indicateurs

#### (1) RI de recherche et enseignement

##### RI 1 La qualité des travaux pratiques et de terrain est améliorée

1.1 Les guides pour travaux pratiques sont disponibles. Un guide pour chacune des 3 années de Physique, Chimie, Biologie et Sciences de la Terre

1.2 Matériel didactique est disponible

1.3 Equipement de labo et consommables sont disponibles, les hottes et les tuyauteries dans le laboratoire de chimie sont réhabilités et le générateur électrique est installé

1.4 Equipement de travaux de terrain est disponible

##### RI 2 La formation continue des enseignants est assurée

2.1 Stagiaires chaque année (Nombre dépend du budget)

2.2 Sessions de formation par an à l'université du Burundi (Nombre dépend du budget)

##### RI 3 L'école doctorale est appuyée

3.1 2 professeurs visiteurs par an

3.2 Projet de thèse pour un étudiant

## Degrée de réalisation des RIs et commentaires

Un guide pour TP en physique est disponible. Les assistants n'étaient pas disponibles dans les Départements de Chimie et des Sciences de la Terre. Ils sont maintenant recrutés; ils sont en train de commencer la confection de ces guides au moins pour la première année.

De nombreux matériels ont été acquis pour la Chimie et les Sciences de la Terre (Voir liste à la cellule de Gestion). Les autres matériels sont en train d'être acquis pour le département de biologie (listes disponibles à la cellule de Gestion)

De nombreux équipements de labo et consommables ont été acquis pour le labo de Chimie (Voir liste à la cellule de Gestion), hottes réhabilités et générateur électrique installé.

Des GPS (8) ont été achetés pour les travaux de terrain au Dpt des Sciences de la Terre

3 Stages réalisés en Belgique par des professeurs dans la deuxième année  
**Plutôt sous « Renforcement de capacité »**

Pas encore réalisé, budget insuffisant

L'école doctorale n'a pas encore été organisée à l'UB. La Faculté des Sciences a pris des initiatives qui ne sont pas encore mises en œuvre.

Trois professeurs visiteurs en Mathématique pour le premier et deuxième cycles. *De l'avis des évaluateurs, cette activité n'est pas liée à l'école doctorale. Elle est liée à un résultat qui n'est pas défini mais qui pourrait être formulé comme « réalisation d'une tâche primaire de l'UB appuyé »*

Non réalisé par manque de budget.

#### **RI 4 L'utilisation des méthodes modernes dans l'enseignement est effective**

##### 4.1 Ordinateurs acquis et fonctionnels

Un ordinateur reçu dans le cadre du projet et 22 dans le cadre d'une aide additionnelle (Close the Gap). Des vidéoprojecteurs(3) et du matériel de sonorisation pour deux amphithéâtres ont été acquis. Les ordinateurs d'occasion sont de faible capacité et certains sont non fonctionnels

##### 4.2 Ordinateurs connectés sur internet

La connexion internet a été un moment fonctionnelle, mais est actuellement partiellement disponible à cause d'un problème de système électrique. La responsabilité incombe à l'UB, mais ce problème est maintenant résolu.

##### 4.3 Des sessions de formations en pédagogie universitaire

Pas encore réalisé à cause du budget insuffisant. A envisager pour la deuxième phase

#### **(2) RI de renforcement de capacité**

##### **RI 5**

La formation de 5 préparateurs et techniciens est assurée

Une session de formation pour les préparateurs a été organisée par un professeur visiteur.

##### **RI 6**

**Supprimé**

#### **(3) RI d'extension**

##### **RI 7**

Elaborer des manuels didactiques en sciences de base pour l'enseignement secondaire

Non encore réalisé, prévue à partir de la deuxième phase

## Annexe 2: Analyse Cadre Logique Projet 2 : Santé Public Rural

I. Objectifs généraux (OG)			Indicateurs et cibles	Sources d'Information	Hypothèses
<b>Objectif académique général</b>					
Les connaissances sur la bonne mise en œuvre des soins de santé Primaires sont améliorées y compris l'adaptation des curricula des formations des médecins en santé publique et épidémiologie					
<b>Objectif de développement général (si applicable)</b>					
La mortalité et morbidité ont diminué au Burundi					
II. Objectifs spécifiques			Indicateurs et cibles	Source d'information	Hypothèses
<b>Objectif académique spécifique</b>					
Le département de médecine communautaire a acquis les compétences pour remplir sa mission (recherche, enseignement et service à la communauté)		<b>A1</b>	Nombre de staff diplômé au département	Registre administratif de l'université	Stabilité politique au Burundi
		<b>A2</b>			
<b>Objectif de développement spécifique (si applicable)</b>					
La mortalité et la morbidité ont diminué dans la province pilote de Kirundo			Les chiffres de mortalité globale et spécifique ont diminué	Rapports du Système d'information Sanitaire (SIS) et résultat d'études	
		<b>D2</b>			
III. Résultats intermédiaires (RI)			Indicateurs clés et cibles	Sources d'information	Hypothèses
<b>(1) RI de recherche (si applicable)</b>					
<b>RI 1</b>	Connaissances de la morbidité et mortalité dans la province de Kirundo et la capacité de gestion/épidémiologie sont renforcées/améliorées	<b>1.1.</b>	Chiffres du Système d'information Sanitaire (SIS)	Rapports du Système d'information Sanitaire (SIS) et résultat d'études	Affectation de médecins directeurs de districts par le MSP
		<b>1.2.</b>	Résultats d'enquêtes		Affectation d'unités additionnelles par le MSP pour les BDS et les CS.
		<b>1.3.</b>			Un espace de créativité est laissé au BDS et aux structures de santé, dans les limites des normes sanitaires

<b>RI 2</b>	Exécution d'au moins trois projets de recherche conçus par les chercheurs de Burundi avec l'appui de l'équipe de l'unité santé internationale de l'UA	<b>2.1.</b>	Au moins deux projets de recherche sont exécutés	Rapport de recherche; présentation scientifique, articles	Synergie avec les projets du CTB trouvée
		<b>2.2.</b>			
<b>(2) RI de renforcement de capacité (si applicable)</b>					
<b>RI 3</b>	Le département de la santé communautaire a acquis les compétences et les outils pour mener et appuyer de la recherche épidémiologique, recherche action et évaluation d'interventions	<b>3.1.</b>	2 assistants recrutés au sein du département de santé communautaire	Administration UB, descente sur terrain, photos	Les assistants restent à l'université et retournent au Burundi
		<b>3.2.</b>	2 assistants recrutés ont obtenu leurs maîtrises en Santé Publique (option contrôle de maladies et option gestion de structures de santé)	Administration UB, diplôme, thèse de maîtrise	Cofinancement pour les maîtrises obtenu
		<b>3.3.</b>	Cours de bio statistique suivi	Administration UB, attestation	
<b>RI 4</b>	Le département de santé communautaire a acquis les compétences pour transmettre les connaissances sur l'épidémiologie et la gestion des structures de santé aux étudiants en médecine	<b>4.1.</b>	Nombre d'heures de cours données en épidémiologie et gestion de structures de santé		
		<b>4.2.</b>	Résultats des examens des étudiants pour les cours d'épidémiologie et gestion de structures de santé		
		<b>4.3.</b>	Évaluation des étudiants des cours d'épidémiologie et gestion de structures de santé		
		<b>4.3.</b>	existence des syllabus des cours d'épidémiologie et gestion de structures de santé		
<b>(3) RI d'extension (si applicable)</b>					
<b>RI 5</b>	Le curriculum des formations des médecins est adapté aux besoins de leur fonction	<b>5.1.</b>	le curriculum de la faculté de médecine est adapté	administration UB,	

**Projet 2 Réalisations**  
**Objectives/IRs/Indicateurs**  
**(1) RI de recherche et enseignement**

**RI 1 Connaissances de la morbidité et mortalité dans la province de Kirundo et la capacité de gestion/épidémiologie sont renforcées/améliorées**

1.1 Evaluation de la situation de base de la province sanitaire de Kirundo

**Dégré de réalisation des RIs et commentaires**

- Étude sur les causes d'hospitalisation et causes de décès en Médecine interne dans les deux hôpitaux de la province Kirundo: thèse défendue en février 2012, un article sera rédigé à partir des résultats de cette étude
- Études en cours dans les deux hôpitaux de la province Kirundo sur :
  - les causes d'hospitalisation et causes de décès en pédiatrie
  - les causes d'hospitalisation et causes de décès dans le service de gynécologie obstétrique

1.2 Evaluation de la situation épidémiologique de base à la province de Kirundo

- Etude en cours sur les facteurs de risque des maladies chroniques non transmissibles et sur les connaissances, attitudes et pratiques de la population âgées de 25 à 65 ans dans la province de Kirundo : cofinancée par le VLIR-UOS/UB, la CTB/BTC et le Bureau de la Représentation de l'OMS au Burundi. L'analyse des prélèvements sanguins sera faite par le laboratoire du « Medical school of the Limpopo University » de l'Afrique du Sud qui est membre du réseau VLIR.
- Etude sur les déterminants de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans sera menée dans le cadre d'une thèse de maîtrise en santé publique à l'institut de Médecine Tropical d'Anvers par un des assistants du département, recruté dans le cadre du projet 2. L'étude sera menée dans la province de Ngozi et Kayanza, zone où le projet SADER (P3) a déjà mené une enquête socio-économique sur un échantillon de 240 ménages. L'enquête socio-sanitaire portera sur les mêmes ménages, mais cette fois pour analyser le statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans. Cette étude sera menée en partenariat avec le bureau de l'UNICEF au Burundi qui a déjà manifesté son



intérêt pour l'étude.

- Une étude sur la prévalence du « human papiloma virus » chez les femmes séropositives et les femmes séronégatives venant en consultation en gynécologie dans le district de Kirundo. Les échantillons prélevés au niveau du col de l'utérus seront analysés en Afrique du Sud (réseau VLIR).
- 
- Une étude sur la place de la médecine traditionnelle dans le système de santé de la province Kirundo est planifiée pour l'année 3. L'analyse du système de santé passe par une meilleure compréhension des déterminants du recours de la population à la médecine traditionnelle et des pratiques de guérison de cette dernière.
- Une étude sur la qualité de la prise en charge des malades suivis pour diabète et/ou l'hypertension artérielle diabète au niveau des structures de soins (centres de santé et hôpital) sera conduite au cours de l'année 3. Cette étude va analyser la référence et la contre-référence.
- Une étude sur les connaissances, attitudes et pratiques sur le paludisme, le VIH, le diabète et l'hypertension chez les élèves des écoles secondaires du district de Kirundo sera réalisée sous forme de thèse de médecine générale (protocole en cours de rédaction). L'objectif en est d'identifier les besoins en informations à fournir à ce public cible sur les principaux problèmes de santé dans la province et de le sensibiliser sur les facteurs comportementaux dans la survenance des maladies chroniques ainsi que les principaux canaux d'information à privilégier.

### 1.3 Analyse du système de santé dans la province de Kirundo

La faible adéquation entre la formation et les fonctions du médecin dans le système de santé burundais est un argument supplémentaire en faveur de la mise en place de mécanismes pour assurer la formation continue des médecins. Cette formation continue reste un impératif même dans les pays où la formation de base est adaptée aux besoins du système de santé étant donné l'évolution rapide des connaissances dans le domaine médical.

### 1.4 Lobbying pour la formation continue des médecins dans la province de Kirundo

**Cette activité sera planifiée après l'analyse de la situation et l'identification des besoins en formation.**

Etant donné que les évaluations antérieures menées par le Ministère de la santé publique ont montré que la qualité des prestations des auxiliaires infirmiers doit impérativement être améliorée par une formation adaptée aux fonctions qu'ils doivent exercer, un lobbying pour que cette formation soit entreprise rapidement sera fait, en

## 5. Lobbying pour la formation supplémentaire des auxiliaires infirmiers

partenariat avec les autres intervenants dans le secteur sanitaire au sein de la province de Kirundo. En effet, ces auxiliaires infirmiers (de niveau A3), formés pendant 2 ans après le premier cycle des humanités, assurent les mêmes fonctions que les infirmiers de niveau A2 au niveau des centres de santé ou des hôpitaux.

**Cette activité sera réalisée après la fin de l'analyse de la situation. Elle sera intégrée dans les activités qui seront planifiées lors de la planification conjointe avec les partenaires (Minisanté, OMS CTB, UNICEF, FNUAP, ...) des interventions prioritaires qui sera la phase II de la recherche action dès l'année 4 du projet.**

## RI 2 Exécution d'au moins trois projets de recherche conçus par les chercheurs du Burundi avec l'appui de l'équipe de l'unité santé internationale de l'UA

### 2.1 Au moins deux projets de recherche sont exécutés

- Un protocole d'enquête sur « les facteurs de risque des maladies chroniques non transmissibles et sur les connaissances, attitudes et pratiques de la population âgée de 25 à 65 ans dans la province de Kirundo » a été validé par le comité national d'éthique, l'étude est en cours et la présentation des résultats est prévue pour le mois de juillet 2013. L'étude est cofinancée par le VLIR-UOS/UB pour 50% du budget et par l'OMS et la CTB/BTC pour les 50% restant.
- La rédaction de trois articles, préparés à partir des thèses de médecine générale, avec l'appui du projet VLIR-UOS/UB, qui a financé un séjour d'un mois à l'université d'Anvers pour les 3 candidats, ont été soumis à une revue scientifique pour publication.
- Deux posters soumis par des membres de l'équipe en collaboration avec d'autres membres académiques, ont été acceptés pour affichage lors du congrès international sur la médecine tropicale qui s'est tenu à Barcelone en 2011. L'un a porté sur le problème des fistules obstétricales au Burundi et le deuxième sur la vulnérabilité du personnel domestique de la ville de Bujumbura face aux problèmes de santé de la reproduction (grossesses non désirées) et le VIH/SIDA).

## (2) RI de renforcement de capacité

## RI 3 Le département de santé communautaire a acquis les compétences et les outils pour mener et appuyer la recherche épidémiologique, la recherche action et l'évaluation des interventions

### 3.1 2 assistants recrutés au sein du département de santé communautaire

La sélection des deux assistants prévue au cours de la première année a eu lieu au

milieu de l'année 2 pour des raisons de budget et de lenteur administrative. Cela a eu des implications sur la réalisation des activités du projet dans la mesure où toutes les activités prévues nécessitaient l'existence d'une équipe dans le projet, alors que le projet ne comptait qu'une seule unité avant le recrutement des deux assistants.

### 3.2 2 assistants recrutés ont obtenu leurs maîtrises en santé publique (option contrôle des maladies et option gestion des structures de santé)

La formation de maîtrise en santé publique qui était prévue au cours de l'année 2 du projet n'a pas été réalisée et a dû être décalée vers l'année 3. Le lobbying fait dans le cadre du projet a permis d'obtenir la préinscription des candidats à l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers et les démarches sont en cours pour leur trouver un financement étant donné que le budget du projet ne permet pas de financer ce type de formation.

Comme la formation pour l'année 2013-2014 est organisée en anglais, le projet 2 a financé un séjour d'immersion de 6 semaines en Uganda pour les assistants afin de renforcer leur niveau d'anglais et des cours d'anglais organisés localement.

- un médecin-assistant va préparer une maîtrise en santé publique, option 'gestion des systèmes de santé'
- un médecin-assistant va préparer une maîtrise en santé publique, option 'contrôle des maladies'

### 3.3 Cours de bio statistique suivi

•  
Une formation en bio statistique prévue au cours de l'année 1 pour le responsable local du projet a été suivie : le responsable local du projet 2 a suivi une formation de courte durée en statistique, épidémiologie et informatique appliquées (cours I) et en analyse multivariée (cours II) , à l'Ecole de Santé publique de l'Université Libre de Bruxelles, en juillet - août 2011

### 3.4 Responsable local du projet a obtenu son PhD

La préparation d'une proposition PhD par le responsable local du projet, prévue au cours de l'année 1 s'est étalée jusqu'à l'année 2 suite à une surcharge de travail pour le responsable local du projet qui était seul à temps plein dans le département jusqu'au milieu de l'année 2. La proposition est rédigée et la première étude, portant sur les maladies chroniques, citées ci-haut, est en cours.

### 3.5 Le renforcement de l'infrastructure physique du département a été réalisé

- L'achat de l'équipement en matériel informatique
- L'achat de l'équipement en matériel de bureau
- L'achat de consommables bureautiques
- L'accès à la littérature scientifique
  - a. L'achat des livres de bases

- b. Accès à la littérature scientifique (abonnement internet avec débit amélioré) : Frais d'abonnement
- Les locaux ont été réfectionnés et sécurisés

**RI 4 Le département de santé communautaire a acquis les compétences pour transmettre les connaissances sur l'épidémiologie et la gestion des structures de santé aux étudiants en médecine**

- 4.1 Les objectifs et résultats attendus des cours d'épidémiologie sont définis (ind :Nombre d'heures de cours données en épidémiologie et gestion des structures de santé)
- 4.2 Les objectifs et résultats attendus des cours de gestion des structures de santé sont définis (Ind. Résultats des examens des étudiants pour les cours d'épidémiologie et gestion de structures de santé)
- 4.3 Le syllabus pour le cours d'épidémiologie est développé
- 4.4 Le syllabus pour les cours de gestion des structures de santé est développé

Il faut noter que ce résultat nécessite une formation préalable des assistants. Il sera réalisé une fois que les assistants auront terminé leur formation de maîtrise.

**(3) RI d'extension**

**RI 5 Le curriculum des formations des médecins est adapté aux besoins de leur fonction**

- 5.1 La réforme du curriculum pour les cours d'épidémiologie et de gestion des structures de santé est proposée.
- 5.2 La réforme du curriculum pour les cours d'épidémiologie et de gestion des structures de santé est acceptée.

Il faut noter que ce résultat nécessite une formation préalable des assistants. Il sera réalisé une fois que les assistants auront terminé leur formation de maîtrise.

## Annexe 3: Analyse Cadre Logique Projet 3 : Sécurité alimentaire pour un développement rural durable dans le Nord du Burundi

I. Objectifs généraux (OG)			Indicateurs et cibles	Sources d'Information	Hypothèses
<b>Objectif académique général</b>					
Renforcer les capacités humaines et logistiques des deux facultés en ce qui concerne la recherche et la formation relatives à l'intensification des systèmes de production et la gestion durable des ressources naturelles			Nombre d'étudiants spécialisés dans la recherche en milieu rural (augmentation de 10% par an)	Annuaire des mémoires	
<b>Objectif de développement général</b>					
Renverser les tendances d'insécurité alimentaire des ménages à travers une intensification des systèmes de production et une gestion durable des ressources naturelles			Nombre de stratégies d'exploitation agricole conçues à l'aide des résultats du projet	Rapports des services d'encadrement du monde rural + Rapports du MINAGRIE	
II. Objectifs spécifiques			Indicateurs et cibles	Source d'information	Hypothèses
<b>Objectif académique spécifique</b>					
	Identifier et documenter les pratiques et connaissances agro-sylvo-pastorales à même de contribuer de façon durable à augmenter et à diversifier les productions dans la zone d'étude	<b>A1</b>	Nombre et qualité des documents produits sur les pratiques et connaissances agro-sylvo-pastorales: Cible = 6 par an (1 par département de l'UB impliqué)	Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO & FSEA)	• L'accès à la littérature internationale est fluide
	Valider les pratiques agro-sylvo-pastorales identifiées dans le contexte de l'agriculture familiale dans les provinces du nord du Burundi par une recherche-action	<b>A2</b>	Nombre et qualité des documents produits sur les pratiques et connaissances agro-sylvo-pastorales: Cible = 6 par an (1 par département de l'UB impliqué)	Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO & FSEA)	• Stabilité politique garantie sur le territoire national en général et dans la région d'étude en particulier • Le calendrier académique non perturbé par des mouvements de grève ou toute autre forme de revendication • Les étudiants et encadreurs sont libres de circuler dans les provinces pour y mener des enquêtes
	Intégrer les connaissances acquises dans les programmes de formation et de recherche de la FACAGRO et de la FSEA	<b>A3</b>	Nombre de syllabus actualisés: Cible = 6 pour la phase I (1 par département de l'UB impliqué)	• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO & FSEA) • Inventaire de la bibliothèque	• Il y a suffisamment de résultats obtenus sous A1 et A2

	Intégrer les connaissances acquises dans des publications scientifiques traitant le renversement des tendances d'insécurité alimentaire des ménages à travers l'intensification des systèmes de production et la gestion durable des ressources naturelles	A4	Nombre d'articles publiés: Cible = 6 pour la phase I (1 par département impliqué)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO &amp; FSEA)</li> <li>• Sites web des maisons de publication</li> </ul>	• Les maisons d'édition acceptent de publier les articles proposés
<b>Objectif de développement spécifique</b>					
	Partager avec les acteurs du développement agricole les connaissances à même de contribuer à l'intensification durable des agro-écosystèmes et à la diversification agricole	D1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'ateliers de partage organisés: Cible = 1 par an</li> <li>• Nombre de participants: Cible = 10 organisations participatrices</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports des ateliers</li> <li>• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO &amp; FSEA)</li> </ul>	Les institutions et autres organismes restent intéressés à collaborer avec les départements dans le cadre du projet
	Associer et mobiliser les structures de partage des connaissances sur les systèmes de production	D2	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'ateliers de partage organisés: Cible = 1 par an</li> <li>• Nombre de participants: Cible = 10 organisations participatrices</li> </ul>		
	Contribuer à la promotion des chaînes de valeur et de l'agrobusiness	D3	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'ateliers de partage organisés: Cible = 1 par an</li> <li>• Nombre de participants: Cible = 10 organisations</li> </ul>		
<b>III. Résultats intermédiaires (RI)</b>			<b>Indicateurs clés et cibles</b>	<b>Sources d'information</b>	<b>Hypothèses</b>
<b>(1) RI de recherche</b>					
RI 1	Une littérature scientifique sur les pratiques et connaissances agro-sylvo-pastorales et un inventaire scientifique détaillé des systèmes d'exploitation pratiqués dans la zone d'étude et de leurs caractéristiques sont disponibles	1.1.	Nombre et qualité des mémoires de fin d'études d'Ir Agro réalisés par des étudiants burundais et belges sous l'encadrement de l'équipe du projet dans son domaine de recherche: Cible = 6 par an pour l'UB (1 par département impliqué) et 2 par an (Belgique)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mémoires de fin d'étude</li> <li>• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO &amp; FSEA)</li> </ul>	Des étudiants belges et burundais sont intéressés à effectuer un travail de fin d'études au Burundi
		1.2.	Rapport de synthèse disponible	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO &amp; FSEA)</li> </ul>	

		1.3.	Nombre et qualité des mémoires de fin d'études d'Ir Agro réalisés par des étudiants burundais et belges sous l'encadrement de l'équipe du projet dans son domaine de recherche: Cible = 6 par an pour l'UB (1 par département impliqué) et 2 par an (Belgique)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mémoires de fin d'étude</li> <li>• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO &amp; FSEA)</li> </ul>	
		1.4.	Rapport de synthèse disponible	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO &amp; FSEA)</li> </ul>	Les enquêteurs sont disponibles pendant la durée du projet
		1.5.	Bases de données disponibles	Idem	
RI 2	Les résultats des expérimentations sont disponibles, analysés et interprétés	2.1-4	Rapport de synthèse disponible	Idem	
		2.5.	Nombre d'ateliers participatifs organisés: Cible = 1 par an	Idem	
<b>(2) RI de renforcement de capacité</b>					
RI 3	Des syllabus intégrant des résultats de la recherche sont mis à jour	3.1.	Nombre de syllabus actualisés: Cible = 6 pour la phase I (1 par département de l'UB impliqué)	Idem	
RI 4	Des chercheurs et étudiants sont encadrés sur la problématique du projet	4.1-2	Nombre de chercheurs et étudiants encadrés: Cible 6 étudiants burundais per an et 2 étudiants belges par an	Idem	
		4.3.	Bases de données disponibles et peuplées	Idem	
<b>(3) RI d'extension</b>					
RI 5	Les résultats de la recherche sont présentés dans des colloques et publiés dans des revues locales et internationales et sur des sites web	5.1.	Nombre de colloques organisés par le projet (Cible = 2 sur 3 ans)	Proceedings des colloques	Les chercheurs des différents départements désirent et sont capables d'épouser les concepts et principes du projet et sont intéressés à travailler ensemble comme un seul groupe
		5.2.	Nombre de colloques auxquels ont été associés les membres de l'équipe (Cible = 6 sur 3 ans)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO &amp; FSEA)</li> <li>• Sites web des maisons de publication</li> </ul>	



		5.3.	Nombre d'articles publiés: Cible = 6 (1 par département impliqué)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO &amp; FSEA)</li> <li>• Sites web des maisons de publication</li> </ul>	Une synergie existe avec le projet NTIC
RI 6	Les champs-écoles sont accessibles aux acteurs du développement	6.1-2	• Nombre de champs-écoles installés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Champs d'adoption sur terrain</li> <li>• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO &amp; FSEA)</li> </ul>	Les exploitations ayant servi dans l'établissement de la situation de référence sont clairement identifiables
		6.3.	• Nombre de visites guidées	Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO & FSEA)	
RI 7	Les fiches techniques des connaissances sont diffusées et des publications reprenant des cas concrets de l'agrobusiness sont disponibles	7.1.	Nombre fiches techniques rédigées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO &amp; FSEA)</li> <li>• Fiches techniques</li> </ul>	
		7.2.	Nombre de sessions de diffusion des fiches organisées; Nombre de participants	• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO & FSEA)	
		7.4.	Nombre de paquets d'informations distribués aux moniteurs et évalués par eux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO &amp; FSEA)</li> <li>• Manuels techniques</li> </ul>	
RI 8	Les structures de partage sont motivées à jouer leur rôle dans la pérennisation des connaissances acquises	8.1-2-3-4.	Nombre de séances de formation et d'information & diversité des partenaires impliqués	• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO & FSEA)	Engagement et capacité adéquats des institutions pour adopter des nouvelles innovations et politiques existent
RI 9	Les organisations paysannes (OP) et autres acteurs sont renforcés dans la valorisation des chaînes de valeur prioritaires	9.1-2-3	Nombre d'organisations paysannes encadrées et créées	• Les rapports d'activités des départements impliqués et du projet et vade-mecum des Facultés (FACAGRO & FSEA)	

## Projet 3 Réalisations

### Objectives/IRs/Indicateurs

#### (1) RI de recherche et enseignement

**RI 1 Une littérature scientifique sur les pratiques et connaissances agro-sylvo-pastorales et un inventaire scientifique détaillé des systèmes d'exploitation pratiqués dans la zone d'étude et de leurs caractéristiques sont disponibles**

1.1 Nombre et qualité des mémoires de fin d'études d'Ir Agro réalisés par des étudiants burundais et belges sous l'encadrement de l'équipe du projet dans son domaine de recherche: Cible = 6 par an pour l'UB (1 par département impliqué) et 2 par an (Belgique) (9)

1.2 Rapport de synthèse disponible

**RI 2 Les résultats des expérimentations sont disponibles, analysés et interprétés**

2.1 4 rapports de synthèse disponibles

2.2 Un atelier participatif organisé par an

#### (2) RI de renforcement de capacité

**RI 3 Des syllabus intégrant des résultats de la recherche sont mis à jour**

6 Syllabi actualisés

**RI 4 Des chercheurs et étudiants sont encadrés sur la problématique du projet**

4.1 6 étudiants burundais par an et 2 étudiants belges par an

4.2 Bases de données disponibles et peuplées

### Dégré de réalisation des RIs et commentaires

9 réalisés et 2 en cours

Rapport annuel et plusieurs rapports d'ateliers et de missions disponibles

Prématuré

Atelier de lancement des activités organisé  
Atelier de validation de résultats organisé  
Autre atelier prévu en mai

Syllabus d'Economie Rurale II et Vulgarisation agricole (*en préparation*)

- Plusieurs mémoires d'ingénieur agronome à l'UB encadrées  
- Formation de bio-ingénieur à l'UCL en cours (Willy Irakoze)  
- 2 + 2 mémoires de bio-ingénieur et de MSc. Géographie à la KU Leuven encadrées  
- Formation doctorale en cours (Sanctus Niragira)

Le 1<sup>er</sup> tour de la collecte des données a été finalisé fin décembre-2012 (240 ménages et 1718 parcelles). Les données ont été digitalisées

### **(3) RI d'extension**

#### **RI 5 Les résultats de la recherche sont présentés dans des colloques et publiés dans des revues locales et internationales et sur des sites web**

- |     |  |  |
|-----|--|--|
| 5.1 | Nombre de colloques organisés par le projet (Cible = 2 sur 3 ans)                        | Pas encore réalisé                     |
| 5.2 | Six colloques sur 3 ans auxquels ont été associés les membres de l'équipe sont organisés | Colloque programmé pour le 3 juin 2013 |
| 5.3 | 6 articles publiés (1 par département impliqué)  | Prématuré                              |

#### **RI 6 Les champs-écoles sont accessibles aux acteurs du développement**

- |     |                                |  |
|-----|--------------------------------|--|
| 6.1 | Champs-écoles seront installés | Les champs-écoles ne seront pas installés pendant la phase I |
| 6.2 | Nombre de visites guidées      | Prématuré  |

#### **RI 7 Les fiches techniques des connaissances sont diffusées et des publications reprenant des cas concrets de l'agrobusiness sont disponibles**

- |     |   |           |
|-----|---|-----------|
| 7.1 | Fiches techniques rédigées  | Prématuré |
| 7.2 | Nombre de sessions de diffusion des fiches organisées; Nombre de Participants | Prématuré |
| 7.3 | Nombre de paquets d'informations distribués aux moniteurs et évalués par eux  | Prématuré |

#### **RI 8 Les structures de partage sont motivées à jouer leur rôle dans la pérennisation des connaissances acquises**

- |   |   |
|---|---|
| Nombre de séances de formation et d'information & diversité des partenaires impliqués | Atelier de formation aux assistants et agronomes communaux (DPAE Ngozi) |
|---|---|

#### **RI 9 Les organisations paysannes (OP) et autres acteurs sont renforcés dans la valorisation des chaînes de valeur prioritaires**

- |  |           |
|--|-----------|
| Nombre d'organisations paysannes encadrées et créées | Prématuré |
|--|-----------|

## Annexe 4: Analyse Cadre Logique Projet 4 : Droits Humains

I. Objectifs généraux (OG)		Indicateurs et cibles	Sources d'Information	Hypothèses
<p><b>Objectif académique général</b> Contribuer à l'amélioration de l'enseignement supérieur et de la recherche fondamentale et appliquée dans le secteur du droit au bénéfice des acteurs directs et indirects et de la société en général.</p>				
<p><b>Objectif de développement général (si applicable)</b> Contribuer au renforcement de la bonne gouvernance et plus précisément de l'Etat de droit et des droits de l'Homme au Burundi</p>				<p>Le renforcement de l'Etat de droit, la promotion et la protection des droits de l'Homme restent des priorités du gouvernement aussi bien dans le CSLP, le Programme d'Action Prioritaire que dans la politique sectorielle du Ministère de la Justice après l'année 2010 et que ces efforts soit soutenu par les différents bailleurs.</p> <p>Le gouvernement à travers son Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique continue à consolider l'enseignement supérieur et la recherche scientifique et stabilise le personnel qualifié au sein de l'Université.</p>
II. Objectifs spécifiques		Indicateurs et cibles	Source d'information	Hypothèses
<p><b>Objectif académique spécifique</b> Renforcer les capacités de la Faculté de Droit et du CERFOPAX en matière de formation et de recherche en vue (1) d'une meilleure création et usage du droit par les acteurs directs/indirects du droit et (2) d'un meilleur service à la collectivité (comme décrit ci-après).</p>				

		<b>A1</b>			
		<b>A2</b>			
<b>Objectif de développement spécifique (si applicable)</b> Améliorer la conscience et l'attention dans les domaines du droit, de la bonne gouvernance et des droits de l'Homme au Burundi					
		<b>D1</b>			
		<b>D2</b>			
<b>III. Résultats intermédiaires (RI)</b>			<b>Indicateurs clés et cibles</b>	<b>Sources d'information</b>	<b>Hypothèses</b>
<b>(1) RI de recherche (si applicable)</b>					
<b>RI 1</b>	Une école doctorale en droit est créée et fonctionnelle	<b>1.1.</b>	Les premiers étudiants sont inscrits. Les disciplines de priorités sont successivement le droit pénal, le droit constitutionnel, le droit judiciaire, le droit administratif et le droit international privé.	Cadre légal d'une école doctorale au sein de l'Université	Absence de réticence/hésitation de la part de l'autorité universitaire. La probabilité est faible à l'état actuel des choses. Les ressources humaines, financières et pédagogiques sont suffisantes. On réfère au résultat intermédiaire 2, qui doit réduire ce risque le plus que possible
		<b>1.2.</b>	Des promoteurs et copromoteurs ont donné leur accord pour encadrer et accompagner des thèses.	Preuve de confirmation par les étudiants de l'Ecole doctorale	
		<b>1.3.</b>			
<b>RI 2</b>	Les deux centres de recherche (Faculté de droit, Cerfopax) y compris leurs centres de documentation sont renforcés	<b>2.1.</b>	Le nombre de livres dans les bibliothèques augmente	Preuves d'acquisition	Le financement par les bailleurs de fonds en ce qui concerne le CERFOPAX n'est pas arrêté.  Les ressources humaines, financières et pédagogiques sont suffisantes
		<b>2.2.</b>	Outils informatiques sont mis à disposition	Preuves d'acquisition	
		<b>2.3.</b>	Le nombre de chercheurs internes/externes disponibles augmente. Une maîtrise de recherche doit être créée autour de ce thème central en faveur de 20 étudiants de l'U.B. et des universités partenaires RDC, dans des disciplines choisies suivant les besoins des universités partenaires ciblées.	Contrats de recherche	

<b>RI 3</b>	Le projet de recherche fondamentale et appliquée dans les domaines susmentionnés est renforcé et adapté aux besoins de la société burundaise	<b>3.1.</b>	Identification d'un thème de recherche central. Recherche systématisée sur des questions juridiques de la société burundaise actuelle (droit foncier, système pénitentiaire, environnement juridique des affaires, justice transitionnelle) en vue de nourrir des publications (création de la revue juridique) rendant compte des avancées, des piétinements dans le domaine du droit ou des problèmes de société encore latents ou nouveaux.	Adoption par la Faculté en conseil (procès-verbal)	Les ressources humaines, matérielles et financières sont suffisantes  La coordination suffisante des intervenants et partenaires du colloque et de la revue.
		<b>3.2.</b>	Une recherche conjointe est organisée	Mise en place d'un agenda sur un sujet du thème central d'un colloque	
<b>(2) RI de renforcement de capacité (si applicable)</b>					
<b>RI 4</b>	Le programme de formation continue en matière de droit, de droits de l'Homme et de gestion pacifique de conflits a été amélioré et adapté aux besoins de la société	<b>4.1.</b>	Session de formation pédagogique des formateurs		les ressources humaines, matérielles et financières sont suffisantes. La coordination suffisante des intervenants et partenaires du colloque et de la revue. La coordination suffisante entre des partenaires et risque de duplication d'actions d'intervention.
		<b>4.2.</b>	Elaboration de support pédagogique adapté à la formation continue		
		<b>4.3.</b>			
<b>RI 5</b>	Un master en droit est créé et prêt à fonctionner	<b>5.1.</b>	Adoption par l'autorité habilitée du nouveau curriculum	Décision d'approbation du Master	Volonté politique suffisante de l'Université  Fort engagement de la part des intervenants et des partenaires. Ceci peut être atteint en combinant les missions avec la tenue de colloques et/ou l'encadrement de doctorants.
		<b>5.2.</b>	Des missions d'enseignement sont organisées pour assurer la transition vers la réforme BMD et le retour des premiers doctorants	Rapports de mission	
		<b>5.3.</b>	Environ 80 juristes de niveau master seront disponibles chaque année pour ces secteurs avec une amélioration de la qualité des services grâce à un encadrement plus serré dans l'apprentissage et une meilleure expertise puisée dans une documentation plus enrichie et adaptée par la recherche systématisée. En plus, c'est l'ambition de former 120 juristes niveau licence (équivalent		

			baccalauréat) disponibles chaque année aussi bien pour la formation professionnelle du personnel de la justice que comme cadres moyens des entreprises publiques et privées du Burundi et de la sous-région.		
<b>RI 6</b>	Le service de la Faculté de droit et du Cerfopax aux acteurs directs et indirects est amélioré	<b>6.1.</b>	L'organisation d'ateliers/colloques à l'intention du public académique et non-académique	Programme et rapports de colloque	1. Disfonctionnement du réseau 2. Faible engagement des acteurs concernés 3. Manque de coordination des intervenants et partenaires du colloque et de la revue
		<b>6.2.</b>	Le lancement d'une revue juridique avec 4 numéros par an à partir de la 2ème année. Une synergie doit être cherchée avec la CTB pour la création du Recueil de jurisprudence.	Mise en place d'un agenda et rapport de colloque	
		<b>6.3.</b>	Distribution de l'expertise par (1) l'alimentation des sites Internet et (2) la disponibilité des enseignants, des chercheurs et des étudiants vers les communautés de base en vue de la diffusion du savoir et des meilleures pratiques et surtout la compréhension et la maîtrise des problèmes majeurs de la collectivité. En synergie avec le PNUD et Avocats sans frontières, on envisage la création des cliniques juridiques en promotion de l'aide légale, la faculté fournissant les ressources humaines (étudiants, assistant et professeurs encadreurs). On envisage la sélection de quatre communes pilotes seront ciblées dans la mairie de Bujumbura et 20 dossiers seront traités dans chaque zone	des documents juridiques pour sites internet	
<b>(3) RI d'extension (si applicable)</b>					
<b>RI 7</b>	La coopération sous-régionale, régionale et internationale de la Faculté de droit et du Cerfopax est renforcée	<b>7.1.</b>	Conclusion de convention de coopération interfacultaires dans le cadre du CEPGL, Communauté est-africaine, etc.	Signature des conventions	1. Faible engagement des partenaires 2. Ressources humaines et financières sont insuffisantes
		<b>7.2.</b>			
		<b>7.3.</b>			



## Projet 4 Réalisations

### Objectives/IRs/Indicateurs

#### (1) RI de recherche et enseignement

##### RI 1 Une Ecole doctorale en droit est créée et fonctionnelle

- 1.1 Les premiers doctorants sont inscrits
- 
- 
- 
- 1.2 Des promoteurs et co-promoteurs ont donné leur accord pour encadrer et accompagner les thèses

##### RI 2 Les deux centres de recherche (Faculté de droit, Cerfopax) y compris leurs centre de documentation sont renforcés

2.1 Le nombre de livres dans les bibliothèques augmente

2.2 Outils informatiques sont mis à disposition

2.3 Le nombre de chercheurs internes/externes disponibles augmente. Une maîtrise de recherche doit être créée autour de ce thème central en faveur de 20 étudiants de l'U.B. et des universités partenaires RDC, dans des disciplines choisies suivant les besoins des universités partenaires ciblées

##### RI 3 Le projet de recherche fondamentale et appliquée dans les domaines susmentionnés est renforcé et adapté aux besoins de la société burundaise

- 
- 3.1 Une recherche conjointe est organisée
- 
- 

### Dégré de réalisation des IRs et commentaires

Ecole doctorale non réalisée.

Deux doctorants burundais (droit judiciaire et droit pénal) ont pu commencer leurs travaux, un troisième doctorant (en droit foncier) commencera ses travaux au mois de septembre 2013. *(de l'opinion des évaluateurs, ce résultat fait plutôt partie du renforcement des capacités)*

Deux séries d'acquisitions ont pu être faites pour une valeur totale de 11000€, dans les domaines (1) recherches en droit, (2) état de droit, (3) droit international et droits de l'homme, (4) droit foncier, (5) droit privé et économique et (6) droit judiciaire.

Deux ordinateurs de bureau, un laptop pour le premier doctorant, un scanner, une imprimante et 4 onduleurs ont été achetés. Le matériel de bureau (bureautique) a été acheté en quantités prévus.

Pas de réalisations.

Deux colloques internationaux, un colloque national et un atelier international ont été organisés :

- Colloque national « Etat de droit et droit foncier » (8 juin 2011)



<p>5.3 Environ 80 juristes de niveau master seront disponibilisés chaque année. En plus, l'ambition est de former 120 juristes de niveau licence disponibilisés chaque année (C'est plutôt un indicateur pour mesurer l'outcome de la création du Master de droit)</p>	<p>année et trois cours en deuxième année, droit pénal, droit romain et droit international privé. L'intention des responsables est de limiter progressivement le nombre de missions de visiteurs au cours du projet</p>
<p><b>(3) RI d'extension</b></p>	<p>Prémature</p>
<p><b>IR 6 Le service de la Faculté de droit et du Cerfopax aux acteurs directs et indirects est amélioré</b></p>	
<p>6.1 L'organisation d'ateliers/colloques à l'intention du public académique et non-académique</p>	<p>Au cours de la deuxième année, le Cerfopax a organisé une session de formation continue. (Ceci est ou bien un résultat dans le domaine du renforcement des capacités (quand il s'agit d'une chose nouvelle) ou bien dans le domaine de l'enseignement)</p> <p>Les autres colloques à Bujumbura (trois au total) étaient aussi ouverts au public. Aussi bien le colloque du 7-8 février 2013 que l'atelier du 6 mars ont recueilli de la part du public un grand intérêt</p>
<p>6.2 Le lancement d'une revue juridique avec 4 numéros par an à partir de la 2ème année. Une synergie doit être cherchée avec la CTB pour la création du recueil de jurisprudence.</p>	<p>Non réalisé</p>
<p>6.3 Distribution de l'expertise par (1) l'alimentation des sites Internet et (2) la disponibilisation des enseignants, des chercheurs et des étudiants vers les communautés de base en synergie avec le PNUD et Avocats sans frontières, on envisage la création des cliniques juridiques en promotion de l'aide légale. On envisage la sélection de quatre communes pilotes qui seront ciblées dans la mairie de Bujumbura et 20 dossiers seront traités dans chaque zone</p>	<p>Non réalisé</p>
<p><b>RI 7 La coopération sous-régionale, régionale et internationale de la Faculté de droit et du Cerfopax est renforcée</b></p>	
<p>Conclusion de convention de coopération inter facultaires dans le cadre de la CEPGL, Communauté est-africaine, etc.</p>	<p>Ne pas réalisé</p>

## Annexe 5: Analyse Cadre Logique Projet 5 : NTIC et Bibliothèque

I. Objectif global (OG)		Indicateurs clés et cibles	Sources d'information	Hypothèses
<b>Objectif académique général:</b> Les capacités scientifiques et techniques de l'UB en matière de NTIC sont améliorées, ce qui permet à celle-ci de remplir sa mission première d'enseignement et de recherche et de jouer pleinement son rôle de moteur du développement de la société burundaise.		Le degré d'avancement de l'UB dans le ranking des Universités sur le plan mondiale	Publications visibles sur la toile	
<b>Objectif de développement général (si applicable) :</b>				
L'expertise et la capacité des diplômés universitaires burundais sont augmentées. La formation d'ingénieurs et de scientifiques capables contribue au développement industriel et économique du pays.		Les diplômés de l'UB s'intègrent facilement dans le milieu socio-professionnel et assument des fonctions pertinentes pour le développement.	Sondage dans les entreprises privées et publiques	
<b>II. Objectifs spécifiques (OS) :</b>				
<b>Objectif académique spécifique :</b> Le désenclavement numérique rendu effectif par une connectivité améliorée, une plate-forme d'apprentissage en ligne et les services à la communauté universitaire en général et au public du pays élargis. Une formation continue en NTIC à l'ensemble du personnel visé par ce projet suivant les domaines de compétence, est assurée.	A1	Temps de téléchargement; Nombre de fois les articles publiés par la revue de l'université sont citées; Nombre d'articles trouvés sur l'UB avec un moteur de recherche	Horloge d'ordinateurs, session internet	
<b>Objectif de développement spécifique (si applicable)</b>				
Programmes de formation et la recherche académique améliorés par les technologies NTIC adaptées aux besoins de la société et des	D1	Nombre de publications sur l'intranet /internet.	Rapports et visites	1. La liaison par fibre optique métropolitaine devient opérationnelle à partir du deuxième semestre 2013.  2. La communauté universitaire s'engage à collaborer efficacement dans la réalisation
	D2	Utilisation des NTIC comme support à l'enseignement et à la recherche (surtout avec la mise en place du système LMD) et comme outil de gestion de l'UB		

entreprises.		<b>D3</b>	Bibliothèque virtuelle et nombre de documents numérisés		des activités de ce projet.
		<b>D4</b>	Utilisation de l'intranet comme outil de communication et de recherche au sein de l'UB (Base de données sur les serveurs accessibles à la communauté de l'UB)		
<b>III. Résultats intermédiaires (RI)</b>			<b>Indicateurs clés et cibles</b>	<b>Sources d'information</b>	<b>Hypothèses</b>
<b>RI 1</b>	<b>Visibilité de l'UB sur la toile</b>	<b>1.1.</b>	Nombre de visites du site de l'UB sur la toile et nombre de publications sur l'intranet /internet.	Compteur	<p>1. L'université maintient un budget de fonctionnement du service informatique qui comprend entre autres l'abonnement lié à la connexion VSAT, le paiement des salaires des informaticiens recrutés.</p> <p>2. l'université met à disposition un local devant abriter le SI (Serveurs et bureaux des informaticiens) et un atelier de maintenance;</p> <p>3. L'université assure une alimentation électrique adéquate en 220V.</p> <p>4. Les enseignants, chercheurs et administratifs adoptent les solutions préconisées par le SI, notamment la gestion de la bande passante, le passage progressif à l'utilisation de l'open office et des logiciels libres.</p>
		<b>1.2.</b>	Nombre de documents numérisés consultés dans la bibliothèque virtuelle.		
		<b>1.3.</b>	Nombre de facilités et d'informations disponibles sur le site		
<b>RI 2</b>	<b>Diversification des applications informatiques</b>	<b>2.1.</b>	Nombre de professeurs utilisant les NTIC comme support à l'enseignement et à la recherche	Compteur	
		<b>2.2.</b>	Utilisation de l'intranet comme outil de communication et de recherche au sein de l'UB vérifiable par le nombre d'accès aux bases de données sur les serveurs et le nombre de personnes utilisant l'adresse e-mail de l'UB.		
<b>RI 3</b>	<b>La communauté universitaire est appuyée dans son utilisation des outils informatiques</b>	<b>3.1.</b>	Le nombre d'interventions du service informatique	Rapport	
<b>RI 4</b>	<b>Formation des ingénieurs en TIC adaptés aux besoins des entreprises et de la société</b>	<b>4.1.</b>	Suivi du cursus professionnel des anciens de l'UB	Rapport	
<b>RI 5</b>	<b>Le réseau informatique est accessible à l'ensemble des départements et services des Facultés et de l'administration, et fournit un ensemble de services de base (serveurs: web)</b>	<b>5.1</b>	Le nombre de services informatisés	Rapport	

## Projet 5 Réalisations

### Objectives/IRs/Indicateurs

#### (2) RI de renforcement de capacité

**RI 1 : La visibilité de l'UB sur la toile a été réalisée (en synergie avec la CUD)**

##### *Indicateurs*

Nombre de visites du site de l'UB sur la toile et nombre de publications sur l'intranet /internet.

Nombre de documents numérisés consultés dans la bibliothèque virtuelle.

Nombre de facilités et d'informations disponibles sur le site

**RI 2 : Diversification des applications informatiques (en complémentarité avec la CUD)**

##### *Indicateurs*

Nombre de professeurs utilisant les NTIC comme support à l'enseignement et à la recherche

Utilisation de l'intranet comme outil de communication et de recherche au sein de l'UB vérifiable par le nombre d'accès aux bases de données sur les serveurs et le nombre de personnes utilisant l'adresse e-mail de l'UB.

**RI 3 : La communauté universitaire est appuyée dans son utilisation des outils informatiques**

Le nombre d'interventions du service informatique

**RI 4 : Formation des ingénieurs en TIC adaptés aux besoins des entreprises et de la société (en synergie avec le projet PARES).**

Suivi du cursus professionnel des anciens de l'UB

### Dégré de réalisation des IRs et commentaires

- 
- 

Site Web accessible, mais peu ou pas alimenté, par manque d'une personne ressource chargée de l'information

Numérisation des documents de la bibliothèque en cours, non encore accessible en bibliothèque virtuelle : 1%

Catalogages des documents terminé et accessible sur le site Web de l'UB

- 

l'intranet fonctionnel :

- 56 syllabus publiés ;
- 23 thèses de doctorats

Les professeurs commencent petit à petit à utiliser les NTIC comme support à l'enseignement et à la recherche, moins de 5% ;

Implémentation de l'application « Moodle » pour la mise en ligne des cours, peu ou pas encore utilisée ;

Accès en ligne aux bases de données « Sciences de l'Ingénieur »

24 Enseignants formés à l'utilisation des NTIC comme outils de recherche et support à l'enseignement

Adaptation du programme LMD en synergie avec le projet PARES ;

**RI 5 : Le réseau informatique est accessible à l'ensemble des départements et services des Facultés et de l'administration, et fournit un ensemble de services de base (serveurs : web)**

Le nombre de services informatisés

Tous les 5 campus de l'UB situés à Bujumbura sont interconnectés au réseau informatique de l'UB avec une bande passante de plus de 50 fois supérieure)

Câblage réseau d'un laboratoire d'électronique, de deux salles de 30 postes et de tous les bureaux des professeurs de la FSA/ITS + la Bibliothèque ;

Acquisition de 89 ordinateurs dont 30 pour le Département des TIC, 30 pour la bibliothèque et 19 pour la faculté des sciences (Projet1-Appuis aux sciences de Base)

Les facultés et services administratifs bénéficient d'une connexion internet pendant les heures de service, les salles informatiques pour étudiants uniquement le soir de 18h à 7h du matin et 24h/24h les jours fériés et les week-ends ;

Mise en place d'un atelier de maintenance informatique ;



VLIR-UOS supports partnerships  
between universities and university colleges  
in Flanders and the South  
looking for innovative responses  
to global and local challenges

**VLIR-UOS**  
Bolwerksquare 1a  
1050 Brussel  
Belgium  
Tel. +32 (0)2 289 05 50  
info@vliruos.be

**Publisher:** Kristien Verbruggen, VLIR-UOS, Bolwerksquare 1a, 1050 Brussel, Belgium  
D/2013/10.960/4

**[www.vliruos.be](http://www.vliruos.be)**



**LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be**